

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2321 - LUNDI 1^{er} JUIN 2015

PRÉSIDENTE LA RÉPUBLIQUE

Les consultations politiques se poursuivent ce matin

Après une pause de trois jours, les consultations entre le président de la République et les forces vives de la nation se poursuivront

ce matin, au Palais du peuple. Denis Sassou N'Guesso s'entretiendra, en matinée, avec Sa majesté, le roi de Mbé, Auguste Nguem-

pio, le président du Sénat, André Obami Itou, la délégation du Front pour le changement de la Constitution et celle de la Société

de philosophie (Sophia). Dans l'après-midi, le président de la République recevra l'ancien Premier ministre Ange Édouard Pongui,

la Coalition des associations unies pour le développement, le Parti pour la solidarité et le progrès, et l'association Génération Capo.

NIGÉRIA

Muhammadu Buhari veut punir Boko Haram



Muhammadu Buhari, nouveau président nigérian, intronisé le 29 mai

Le nouveau président nigérian, Muhammadu Buhari, qui a prêté serment vendredi devant plusieurs invités de marque dont le président Denis Sassou N'Guesso a déclaré, outre la série de mesures économiques et sociales pour redresser le Nigéria, la guerre à la secte islamiste Boko Haram.

« Boko Haram est un groupe de gens fous et sans Dieu, qui sont aussi éloignés de l'islam qu'on peut l'imaginer », a-t-il lancé indiquant qu'il mettra en place un nouveau centre de commandement militaire à Maiduguri (région d'ancrage des insurgés) pour mieux contrôler la situation.

Page 9

FIFA

Quatre ans de plus pour Joseph Sepp Blatter

En dépit de la situation confuse au sein de la plus haute institution du football mondial, FIFA, son président, Sepp Blatter, a été reconduit à la tête de l'organisation pour un nouveau mandat de quatre ans. Critiqué par certaines fédérations et la presse, Joseph Sepp Blatter, a déclaré à l'issue de sa réélection, le 29 mai : « J'aime mon travail... J'aime être avec vous. Je ne suis pas parfait, personne ne l'est, mais je sais que nous ferons du bon travail. »

Page 16



Joseph Sepp Blatter dirige la FIFA depuis 1998

ÉTATS-UNIS/CUBA

La normalisation à grands pas



Raul Castro et Barack Obama

En décidant de retirer Cuba de sa liste noire des pays soutenant le terrorisme, les États-Unis ont avancé d'un pas de géant vers la normalisation engagée par les dirigeants des deux nations, Barack Obama et Raul Castro, depuis l'année dernière. Cette nouvelle étape franchie précède l'ouverture officielle, à Washington et à la Havane, des ambassades cubaine et américaine. Normalisation, ce ne sera pas encore le cas entre la Russie et l'Union européenne. Quatre-vingt, à quatre-vingt-dix noms de personnalités européennes figureraient, en effet, sur une « liste noire » émise par Moscou récemment, qui les priverait désormais du droit de se rendre en Russie. Les Européens dénoncent « une décision illégale ».

Page 16

CONGO - BAD

De l'espoir pour le projet fibre optique

Afin de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre effective de son projet Central african backbone (CAB), la Banque africaine de développement (BAD) est disposée à apporter son assistance financière au Congo. En séjour à Brazzaville où il s'est entretenu vendredi avec le ministre des Postes et des Télécommunications, Thierry Mougalla, le chef de délégation de la BAD, Samatar Omar Elmi, a précisé que l'appui de son institution à ce projet, financé jusqu'ici par la Banque mondiale, contribuera à la réalisation de la seconde phase. Il s'agira, entre autres, d'interconnecter le Congo à ses voisins d'Afrique centrale ; de moderniser le Chemin de fer Congo Océan et de développer les technologies de la communication dans les villes tout en assurant la desserte numérique des administrations publiques.

ÉDITORIAL

Espoir

Page 2

Page 2.

ÉDITORIAL

Espoir

Il est vrai que les pays producteurs de pétrole, notamment dans le Golfe de Guinée, connaissent des moments difficiles du fait de l'effondrement des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Mais cette crise n'est que temporaire et si l'on en croit des spécialistes rencontrés récemment, les cours devraient se stabiliser assez rapidement dans une moyenne estimée à 85-95 dollars par baril au lieu de 50-60 comme aujourd'hui.

S'il en est ainsi, c'est que trois facteurs se conjuguent dont aucun ne serait à lui seul déterminant, mais dont l'addition aura à coup sûr et à brève échéance un effet positif sur nos économies :

° Le premier de ces facteurs est la demande sans cesse croissante des pays émergents dont le développement industriel rapide nécessite un approvisionnement en hydrocarbures adapté aux besoins présents et à venir.

° Le deuxième facteur est la déstabilisation des régions – le Moyen Orient et le Golfe Persique notamment – qui fournissaient jusqu'à présent la majeure partie du pétrole et du gaz consommés par les grandes nations industrielles.

° Le troisième facteur est la relance de l'économie dans les pays riches, en Europe tout particulièrement, qui engendrera très vite une augmentation significative de leur consommation d'énergie.

Tout ceci pour dire que les pays comme le Congo, qui sont aujourd'hui durement frappés par l'effondrement des cours du brut, ne doivent pas sombrer dans le pessimisme. S'il est vrai qu'ils font face à une diminution drastique de leurs recettes publiques, il l'est tout autant que cette crise ne s'installera pas dans la durée et qu'à échéance de quelques mois ils retrouveront leurs recettes d'antan.

Faut-il pour cela ralentir le rythme des réformes engagées par l'État afin de réduire les dépenses publiques ? Évidemment non. Mais les difficultés présentes ne doivent pas nous conduire à broyer du noir, à sombrer dans le pessimisme, à douter de notre avenir. L'aventure que nous vivons depuis dix ans est loin d'être achevée.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Pour la JUPADS, les consultations nationales sont inopportunes

Après que l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a décliné l'offre de participation aux consultations politiques en cours, sa jeunesse est sortie de son silence pour désapprouver l'initiative du chef de l'État.

« La paix est effective en Ré-

publique du Congo grâce à la stabilité des institutions issues de la Constitution du 20 janvier 2002 et qu'un changement de Constitution à marche forcée est susceptible de remettre en cause cette paix, alors que durant toute cette période l'incertitude ne hante plus la mémoire des congolais », rap-

pelle la Jupads lors du point de presse organisé le 30 mai à Brazzaville.

La jeunesse du principal parti de l'opposition, doute que cet exercice puisse aider à décrire le climat politique actuel vicié par le « faux débat » sur la Constitution du 20 janvier 2002. Le doute de ces jeunes est renforcé par l'incertitude du calendrier de ces consultations qui, prévues du 20 au 27 mai, ont été rallongées jusqu'à une date non annoncée.

Sidoine Giscard Madoulou a saisi l'occasion pour inviter toute la classe politique congolaise, de même que la société civile, à privilégier l'intérêt supérieur de la nation pour que cette fois-ci la gouvernance électorale permette une tenue consensuelle de l'élection présidentielle de 2016 qui, dit-il, doit être une simple émulation entre partis politiques, et non une occasion supplémentaire de déchirement inutile pour les Congolais.

Josiane Mambou Loukoulou



Sidoine Giscard Madoulou faisant le point à la presse

FIBRE OPTIQUE

La BAD veut appuyer le projet Cab

Cette assistance financière de la Banque africaine de développement (BAD) contribuera à la réalisation de la deuxième phase du Projet Central African Backbone (Cab) qui favorisera l'interconnexion réseaux entre les pays d'Afrique centrale.

Le chef de la mission de la BAD, Samatar Omar Elmi, l'a signifié le 29 mai à Brazzaville, à l'issue de la séance de travail avec le ministre congolais des Postes et télécommunications, Thierry Lézin Mougalla. Le démarrage de la seconde phase de ce projet comprend les travaux d'infrastructures du réseau de fibre optique

qui va de Pointe-Noire à la frontière gabonaise, en passant par Dolisie et Mbinda. Cette phase nécessite des dizaines de millions de dollars pour la construction des infrastructures d'Internet à haut débit. Ainsi la Bad entend s'associer à ce projet.

Financé jusque-là par la Banque mondiale, l'appui de la Bad a également été sollicité pour ce qui concerne les infrastructures d'interconnexion avec le Cameroun sur l'axe nord, en complément de ce qui est déjà fait dans le cadre du Programme de couverture nationale. D'autres composantes sont également prévues, notamment la mise en place d'un centre

national de données qui constitue le socle du développement de la cyberadministration.

Il permettra, entre autres, d'interconnecter les pays d'Afrique centrale ; de moderniser le chemin de fer Congo Océan (CFCO) et de développer les technologies de la communication dans les villes à travers la desserte numérique des administrations publiques par la Cyberadministration.

Cette mission comprend plusieurs experts couvrant les domaines technique, environnemental, social, en gestion financière et acquisition.

J.M.L.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba
PUBLICITÉ
Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

GESTION DURABLE

Le budget 2015 du CNIAF revu à la baisse

De 894.315.000 FCFA en 2014, le budget du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (CNIAF) est arrêté cette année à la somme de 284.500.000 FCFA. La chute du prix du baril du pétrole sur le marché mondial est la principale cause de cette baisse, selon une annonce faite par le président du comité de gestion du CNIAF, Jacques Nkanwe, le 29 mai à Brazzaville, lors de la 12^e session de cette structure.

« Avec la réduction de ce budget nous sommes obligés de privilégier les activités qui découlent des orientations du gouvernement, architecte de la politique nationale de conservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers », a déclaré le président du comité de gestion du CNIAF.

Dans le cadre des dépenses d'investissements, les projets retenus concernent la réalisation technique des travaux d'inventaires et d'aménagement, l'acquisition des matériels de transport et d'exploitation. S'agissant du chapitre fonctionnement, les besoins porteront par contre sur la fourniture de matériels informatiques, techniques et des produits d'entretien.

Notons que le parcours technique du Centre, fait l'année dernière a permis de contribuer à garantir le leadership de la République du Congo dans les domaines de l'aménagement forestier durable, de la certification forestière et de la gestion d'une base de données cartographiques soutenue par un système d'information géographique performant, a rappelé Jacques Nkanwe.

Lopelle Mboussa Gassia

MAKOUA

Un groupe de jeunes reçoit des kits de maraichage

Ce matériel aratoire, don de la direction générale du développement local, relevant du ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux, permettra à ces jeunes maraichers, de travailler davantage afin d'augmenter leur production et renflouer les marchés locaux en produits maraichers.



Les maraichers et les responsables en photo de famille (photo adiac)

Ce don, qui s'inscrit dans le cadre d'une assistance aux maraichers, a été transmis à l'Union des coopératives de développement d'Akwa-OPA, qui encadre ces jeunes dans ce domaine, le 29 mai à Makoua, dans le département de la Cuvette, en présence des autorités locales de cette communauté urbaine.

Les kits de maraichage transmis, sont composés entre autres des arrosoirs ; des houes, des râteaux ; des pelles ; des coupe-coupe ; des bottes des brouettes ; des bâches ; des machines pulvérisateurs ainsi que des boîtes de graines de semences. « Je procède ce matin à la remise officielle de ce don, qui constitue onze kits, destinés aux jeunes maraichers formés par l'UCDEA afin de leur permettre de devenir plus opérationnels. Ce soutien

apporté par la direction générale du développement local, que nous avons la charge de diriger, a la responsabilité de soutenir les initiatives locales afin de favoriser la création des emplois », a souligné le directeur général du développement local, Fréjus Paulin Mitoy.

Ce matériel, très essentiel aux maraichers, devra ainsi permettre à ces jeunes de cultiver des champs plus élargis, en vue d'envisager une production plus importante, pouvant leur permettre aussi bien de faire de bonnes recettes, que de couvrir la demande du marché local, dont la demande est de plus en plus croissante. « Notre premier objectif est d'alimenter le marché de Makoua, et je puis vous rassurer qu'avec ce don fait par le ministre

Jean Jacques Bouya, que nous venons de recevoir, nous allons atteindre ces objectifs. Nous nous réjouissons parce qu'actuellement le marché est vide, et cela nous permettra de bien écouler facilement le produit », s'est réjoui Opepsi Akoua, un maraicher bénéficiaire.

Les produits cultivés par ces maraichers sont entre autres le chou ; les concombres ; la tomate, le poivron, les aubergines violettes, l'oseille, la laitue, ainsi que bien d'autres produits maraichers. Des jeunes maraichers bien formés pour les rendre plus professionnels, ces dix jeunes maraichers, parmi lesquels deux femmes, ont suivi avant une formation de trois mois.

Cette formation, qui a été cofinancée par le Fonds d'appui à coûts partagés (FCP) et le Projet d'appui à la diversification économique (PADE), a été dispensée en deux modules. Ces enseignements ont permis à ces maraichers d'assimiler les techniques préliminaires du maraichage.

Ils ont appris entre autres techniques : la fabrication du compost, qui est un engrais naturel bio ; la production d'une pépinière culture ; la confection des planches simples et composts ainsi que l'utilisation du compost dans le maraichage.

Le projet initié par l'UCDAO, que coordonne Blandine Emvoulou, vise quelques objectifs spécifiques: renforcer les capacités des jeunes producteurs afin de leur permettre de mettre en valeur l'environnement ; de renforcer les capacités techniques et opérationnelles de jeunes producteurs, mais surtout de garantir l'insertion sociale des jeunes dans la société.

Il convient de rappeler que la direction générale du développement local, qui a fait ce don, œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies. Elle participe aussi à la mise en œuvre des stratégies contribuant à la création pour les communautés de base, des choix de vie meilleure.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Fils de leurs pères

Chez nous, au Congo, comme ailleurs, dans le monde, le tabou qui consistait à voir d'un mauvais œil un fils succéder à son père, à la tête du parti que ce dernier a créé est devenu caduc. L'exemple le plus emblématique, lorsqu'on fait référence au pays de démocratie qu'est la France est donné par le Parti national. Fondé par Jean-Marie le Pen, il est dirigé actuellement par sa fille, Marine le Pen. Mais, charité bien ordonnée commençant par soi-même, observons, pour le cas de notre pays, la montée en puissance, chacun son itinéraire, de trois jeunes hommes, fils de leurs pères, actifs dans cet univers plutôt très complexe de la politique. Citons, sans préférence de préséance, Jean Marc Thystère Tchicaya, Guy-Brice Parfait Kolélas et Denis Christel Sassou N'Guesso.

Le 23 mai dernier, à Pointe-Noire, ville où il semble le plus implanté, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) a vu son congrès, commencé la veille, élire à sa tête Jean Marc Thystère Tchicaya, le propre fils de Jean Pierre Thystère Tchicaya, fondateur de celui-ci. Député de la première circonscription électorale de Mvou-Mvou que garda son

père de longues années durant, le fiston est presque sur ses pas, même si, en termes de chemin à parcourir, avant de fusionner beaucoup de monde autour de lui, le sien reste encore bien long. « Faire la politique autrement », tel était le thème du congrès d'où Jean Marc Thystère Tchicaya et les instances renouvelées de son parti tirent leur légitimité. Il lui restera à mettre en œuvre les engagements qu'il a pris, le premier étant celui de « revitaliser » le RDPS. À lui de voir si ses compagnons de route lui apporteront l'appui qu'il faut pour atteindre cet objectif.

Avant les changements intervenus à la tête du RDPS, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), fondé par Bernard Kolélas, était parvenu au même résultat. Mise à part, en effet, la brouille survenue au sein de ce parti, consécutive à la désignation de fait de Guy Brice Parfait Kolélas, en qualité de secrétaire général du mouvement, à l'issue d'une Convention tenue à la fin de l'année 2012 à Kinkala, dans le Pool, et contestée par certains dirigeants du MCDDI, tout est à présent rentré dans l'ordre. Le 4 avril, le fils du fondateur du MCDDI a été légitimé à la tête de

celui-ci à l'issue du premier congrès extraordinaire, l'unique de son histoire, réuni à Brazzaville. Et Guy-Brice Parfait Kolélas en a profité pour annoncer les couleurs, notamment son intention de se porter candidat à la présidentielle de 2016, au même titre, d'ailleurs, en apparence, que l'actuel numéro un du RDPS.

« Mwana Ndéya » : ainsi l'appellent les admirateurs de Denis Christel Sassou N'Guesso, le fils du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Traduisons cette expression tirée de la langue Mbochi, en « l'Enfant de l'espoir ». Denis Christel a fondé le Pôle des jeunes républicains, son parti politique qui s'est fondu, ensuite, dans le Parti congolais du travail (PCT) lors du congrès dit d'ouverture organisé en 2011. Ayant ensuite gravi les échelons du PCT pour en devenir membre du bureau politique, il se projette en avant, avec sans doute, l'ambition de jouer un rôle majeur le moment venu. Certes, à la différence des deux premiers « fils » cités plus haut, il n'est pas à la tête du PCT, mais comme eux, il a la légitimité des urnes en tant que député. C'est bien l'échelon de base d'envergure nationale où l'on se façonne

en politique au contact des électeurs locaux. L'homme s'appuie fortement sur son association « Perspectives d'avenir » dont l'investissement en milieu juvénile pourrait, à terme, fédérer autour de lui une attention plus grande de cette couche agissante de la population congolaise.

Les trois sont jeunes mais, tous presque pour l'instant, coincés dans leurs fiefs respectifs. Pour devenir des leaders nationaux, ils devront aller prêter ailleurs, vendre leur image, convaincre de leur capacité à dépasser ces fameux fiefs et mobiliser bien au-delà. S'ils ne le peuvent pas, s'ils ne s'y préparent pas, ils pourront difficilement rallier à leur cause ces Congolais de tous horizons, qui les regardent s'avancer à pas feutrés ou à pas de géants, animés par l'ambition de briguer des mandats plus étoffés que ceux qu'ils exercent aujourd'hui. À leur façon de faire s'incruster à coup sûr une question dont la réponse ne sera pas donnée ici, à savoir : qu'ont-ils, au fond, Jean Marc, Guy-Brice Parfait et Denis Christel, hérité de leurs pères ? Politiquement parlant, bien sûr. Nous y reviendrons.

Gankama N'Siah



Fonds des Nations Unies pour la Population
Représentation en République du Congo

REF : 006 / FPA90 / COG

APPEL À PARTENAIRES 2015-2016

I-CONTEXTE

Dans le cadre de son cinquième Programme (2014-2018) de Coopération avec la République du Congo, la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) lance un « Appel à Partenaires 2015-2016 », à l'endroit des ONG, Associations et institutions du secteur privé du Congo. L'UNFPA reconnaît en effet aux ONG, Associations et institutions du secteur privé des savoir-faire spécifiques, une capacité d'innovation, une proximité avec le terrain et les groupes-cibles de son action ainsi qu'une capacité de plaidoyer. A travers cet appel à partenaires, l'UNFPA se propose de valoriser ces savoirs faire, et d'exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec l'expertise des partenaires gouvernementaux autour d'actions concrètes.

II-DOMAINES DE PARTENARIAT

Les propositions à partenariat à soumettre, devront porter sur les domaines ci-après :

1. Santé maternelle et néonatale
2. Planification familiale
3. Santé sexuelle et éducation à la sexualité des adolescents et jeunes, y compris la lutte contre le VIH et le Sida

4. Égalité de genre et droits reproductifs
5. Populations autochtones
6. Populations réfugiées
7. Données pour le développement

III-ELIGIBILITE

Peuvent soumettre des propositions à partenariat, les organisations non gouvernementales et de la société civile, entreprises et sociétés du secteur privé, ainsi que les organismes de formation et/ou d'apprentissage ci-dessous cités, jouissant du caractère apolitique et justifiant d'une existence officielle d'au moins trois (3) ans. Il s'agit des ONG et Associations, Associations et/ou organisations à base communautaire ; Sociétés savantes ; Associations professionnelles ; Organisations confessionnelles, Groupes médiatiques et/ou de communication, Fédérations et/ou Associations culturelles, Associations éducatives, Clubs de jeunesse, Mouvements féminins, Réseaux associatifs, Sociétés commerciales, Entreprises industrielles, Associations d'artisans, etc.

IV-DOSSIER DE SOUMISSION

Les potentiels partenaires intéressés par le présent appel, sont encouragés à présenter un dossier comprenant : une

copie de récépissé de reconnaissance ; une brève note de présentation, précisant les domaines d'intérêt pour le travail avec UNFPA. Et si possible, une copie du rapport d'activités 2014 et du plan d'action en cours, peuvent être annexées.

NB : Les propositions présentées sous la forme manuscrite, seront également examinées, sous réserve qu'elles soient bien lisibles.

V-PROCESSUS DE SELECTION

Une sélection sera effectuée par un panel qui sera mis en place à l'UNFPA, sur la base de l'examen du dossier soumis. Les postulants dont les dossiers seront sélectionnés, seront appelés à fournir en temps opportun, un dossier administratif, ainsi qu'un projet détaillé. Ensuite, des discussions seront menées avec l'Unité Programme du Fonds des Nations Unies pour la Population, pour convenir des modalités techniques et financières de sa réalisation.

La proposition finale et complète du projet devra intégrer les éventuels éléments issus des échanges avec l'Unité Programme de l'UNFPA, avant soumission de l'ensemble du dossier à la Représentante Résidente pour validation.

Toutefois, les soumissionnaires non

sélectionnés au cours seront enregistrés dans la base de données des potentiels partenaires de l'UNFPA et, à ce titre pourraient être contactés selon les nécessités.

VI-LIEU DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Les dossiers de soumission doivent être adressés, sous pli fermé, à l'attention de : Madame la Représentante Résidente de l'UNFPA au Congo

« Appel à Partenaires 2015-2016 »
Rue Crampel (en face de la BDEAC)
BP: 19012. Téléphone : (+242) 05 521 67 00
Brazzaville - République du Congo

VII-DATE LIMITE DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Les dossiers de candidatures seront traités progressivement. Aucun dossier reçu après le mardi 30 juin 2015 à 17 heures 30 ne sera examiné. Les Bureaux de l'UNFPA sont ouverts : De lundi à Jeudi de 8h00 à 17h30 ; et le vendredi de 8h00 à 14h00.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 2015.

Barbara Joséphine LAURENCEAU
Représentante Résidente
de l'UNFPA au Congo

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE
REHABILITATION DES PISTES RURALES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 004C/2015/MAE/PDARP-UCP

Recrutement d'un Ingénieur des travaux publics pour l'UCP du PDARP

1. Le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des pistes rurales (PDARP) cofinancé par la République du Congo et la banque Mondiale veut recruter pour l'UCP basée à Brazzaville, d'un Ingénieur des travaux publics

(Word, Excel, Powerpoint) et de l'Internet ;
•avoir une bonne expression française orale et écrite ;
•être capable de travailler sous pression et en équipe.

2. La durée du contrat est de six (06) mois couvrant la période de juin à décembre 2015.

5. Les dossiers doivent être déposés, sous pli fermé aux jours ouvrables, de 9 h 00 à 15 h 00, à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 15 juin 2015. Mention à faire figurer sur l'enveloppe : A monsieur le Coordonnateur du PDARP « candidature au poste d'Ingénieur de travaux publics ».

3. Les candidats intéressés peuvent consulter les TDRs à l'Unité de Coordination du Projet et leur dossier de candidature doivent comprendre :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Coordonnateur du PDARP ;
- Une lettre de motivation ;
- La copie légalisée du diplôme minimum requis ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Des attestations de travail
- Deux (2) photos couleur, format identité.

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REHABILITATION DES PISTES RURALES
UNITE D'EXECUTION DU PROJET

Boulevard Denis SASSOU NGOUESSO
Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88, Courriel : pdarp_maep@yahoo.fr

Brazzaville, le 01 juin 2015

Le Coordonnateur

Isidore ONDOKI

4. Profil du Consultant :

- Le candidat devra :
- avoir un diplôme d'Ingénieur des travaux publics ou équivalent ;
 - avoir au moins 5 années d'expérience professionnelle dans les travaux des travaux ;
 - avoir la maîtrise de l'outil informatique

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE
REHABILITATION DES PISTES RURALES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 005C/2015/MAE/PDARP-UCP

Recrutement d'un chauffeur pour l'UCP du PDARP

1. Le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des pistes rurales (PDARP) cofinancé par la République du Congo et la banque Mondiale veut recruter pour l'UCP basée à Brazzaville, un chauffeur de liaison.

territoire de la République du Congo ;
•Savoir lire et écrire en français ;
•Assurer les autres tâches liées à l'exécution du projet
•Etre disponible et capable de travailler en équipe et sous pression

2. La durée du contrat est de six (06) mois couvrant la période de juin à décembre 2015.

5. Les dossiers doivent être déposés, sous pli fermé aux jours ouvrables, de 9 h 00 à 15 h 00, à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 15 juin 2015. Mention à faire figurer sur l'enveloppe : A monsieur le Coordonnateur du PDARP « candidature au poste de chauffeur ».

3. Les candidats intéressés peuvent consulter les TDRs à l'Unité de Coordination du Projet et leur dossier de candidature doivent comprendre :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Coordonnateur du PDARP ;
- une copie légalisée du permis de conduire ;
- un curriculum vitae détaillé ;
- des attestations de travail ;

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REHABILITATION DES PISTES RURALES
UNITE D'EXECUTION DU PROJET

Boulevard Denis SASSOU NGOUESSO
Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88, Courriel : pdarp_maep@yahoo.fr

Brazzaville, le 01 juin 2015

Le Coordonnateur
Isidore ONDOKI

4. Profil du Consultant :

- Le candidat devra :
- Avoir un niveau d'études minimum secondaires équivalent à la classe de 3^e ;
 - Avoir un permis de conduire valable pour circuler librement dans le

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le problème à la Fifa n'est pas une question de personne, mais de système... Il y a un système qui perdure depuis la présidence de Joao Havelange (auquel Blatter a succédé en 1998, NDLR), et c'est ce système qu'il faut casser, démembrer. »

Pape Diouf, ancien président de l'Olympique de Marseille, Jeune Afrique, 29 mai 2015

« On ne s'improvise pas homme ou femme politique... Certains d'entre nous se sont lancés dans la vie politique, mais ils se sont révélés totalement incompetents. Ce n'est pas parce qu'on a une certaine notoriété littéraire, intellectuelle qu'on est apte à être bon politique ! »

Ketty Mars, romancière haïtienne, auteure de Je suis vivant, Ed. Mercure de France, 2015, RFI, 29 mai 2015

« Dans les années 1960-1970, les partis d'opposition africains nouaient des contacts autour de valeurs communes comme le panafricanisme. Cet élan fédérateur a disparu aujourd'hui. Il est incarné non plus par des partis, mais par les mouvements citoyens africains qui tissent des liens et s'entraident. »

Francis Kpatindé, Maître de conférences à Sciences-Po, La Croix, 15 mai 2015

« Ne tirez pas sur le chirurgien parce qu'il faut amputer le malade ! Demandez-vous pourquoi le malade est gangrené... »

Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, African Banker, février-mars-avril 2015

SECTEUR PRIVÉ

Les activités du PRCCE prennent fin en décembre prochain

Prévu sur trois ans (2014-2016), le Programme de renforcement de capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE) en République du Congo est contraint de s'arrêter en décembre 2015. Une décision faisant suite à l'annonce relative à la fermeture du Centre pour le développement de l'entreprise (Cde), une agence de l'Union européenne chargée de gérer ce projet.

Dans la perspective de trouver une solution susceptible de favoriser la survie de ce Programme au-delà de 2015, les membres du Comité de pilotage du PRCCE se sont réunis le 27 mai à Brazzaville.

Les participants ont proposé à l'issue de leurs échanges une rencontre entre les membres du bureau du PRCCE avec la délégation de l'Union Européenne et le conseil d'administration du CDE afin d'entrevoir la possibilité de capitaliser les acquis de ce projet.

« Nous avons également demandé au bureau de s'enquérir dans la mesure du possible, des expériences du Cameroun, du Botswana et de l'Afrique de l'Ouest pour donner une chance à ce programme », a indiqué Armand Bienvenu Vouidibio,

président dudit Comité.

Financé par l'Union européenne, le PRCCE a pour objectif d'améliorer la compétitivité de l'économie congolaise par la diversification du tissu entrepreneurial et l'amélioration de l'environnement dans lequel évolue le secteur privé.

Ainsi, dans le domaine d'appui à l'amélioration du climat des affaires, on relève comme actions menées : l'élaboration de la cartographie du secteur privé, l'organisation des concertations et la mise en place des plateformes des acteurs des filières bois, agro-industrie, BTP et logistique, évoluant à Brazzaville et à Pointe-Noire.

S'agissant, par contre, de l'apport de ce programme au développement durable des petites et moyennes entreprises

(PME), les activités réalisées concernent la formation des consultants et cadres des PME respectivement à l'outil du diagnostic Fundes, et au montage des dossiers de soumission des offres aux marchés publics.

Aussi, afin de permettre aux créateurs d'entreprises de recourir aux prestataires de service pour satisfaire leurs besoins en formation et appui financier, un mécanisme appelé « chèque-service » sera bientôt opérationnel. D'ailleurs, pour outiller les cabinets conseils et bureaux d'études sélectionnés pour accompagner les potentiels bénéficiaires, un atelier de renforcement de capacités sur « l'ingénierie du conseil aux PME et créateurs d'entreprises » a été organisé récemment dans les deux plus grandes villes du pays.

Rappelons que le PRCCE n'est pas le seul projet à œuvre pour la promotion du secteur privé congolais. D'autres agences telles que l'Api et le PADE ont été créées pour la même cause.

Lopelle Mboussa Gassia

VIE SYNDICALE

Réaménagement annoncé au Meeec

Le Mouvement des élèves et étudiants du Congo (Meeec) va réaménager son bureau national. Merveille Mouketo, présidente du comité de suivi du bureau exécutif national, l'a annoncé le 23 mai à Brazzaville.

Cette décision est prise au terme d'une assemblée générale convoquée suite à la montée des actes d'antivaleurs dans les collèges, lycées et facultés universitaires. Pour l'instant, un bureau provisoire de dix-huit membres est mis en place. Il est chargé de préparer et convoquer un conseil national afin de restructurer toutes les instances du Meeec.

L'assemblée a même déploré le niveau élevé de la corruption des membres du bureau sortant du Meeec, le développement de la culture de paresse, des actes

de fraudes, de harcèlement sexuel, etc., dans les milieux estudiantins. « Il y a manque d'un leadership du mouvement syndical, d'une réelle défense en milieux scolaire et étudiantin et d'un modèle d'observation des devoirs des élèves et étudiants par le bureau exécutif national. L'assemblée a appelé les hautes autorités nationales à les soutenir », explique Merveille Mouketo.

Les étudiants ont par la même occasion dénoncé les manipulations dont ils sont victimes. « Il nous a été rapporté par des tierces personnes que la bourse des étudiants serait payée à des sommes réduites à cause de la baisse du prix du baril du pétrole. Faux ! Elle est payée comme d'habitude, c'est-à-dire à 135.000 FCFA pour les cycles de li-

cence et 213.000 FCFA pour les cycles master », a précisé la responsable syndicale du Meeec qui a également développé que le retard d'un mois observé pour l'obtention de la bourse est dû à la léthargie administrative et au retard lors du dépôt des dossiers par les étudiants.

Au sujet de la politisation de ce mouvement syndical, elle a signifié que certains membres du bureau sortant « ont été surpris dans les activités politiques illicites entraînant ainsi la vie syndicale à la dérive. »

Rappelons que le mouvement des élèves et étudiants du Congo (Meeec) est l'un des syndicats le plus représentatif et consultatif dans les collèges, lycées ainsi qu'à l'université Marien Ngouabi.

Fortuné Ibara

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iiprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)

5 jours

1 au 5 juin 2015

Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ?

3 jours

9 au 11 juin 2015

La fiscalité du patrimoine : perfectionnement

3 jours

14 au 18 juin 2015

La satisfaction client et l'exploitation des réclamations

3 jours

23 au 25 juin 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,
DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
CABINET
n° 1206 /MEFPPPI/CAB

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

COMMUNIQUE OFFICIEL

Il est porté à la connaissance du public de Brazzaville que la société des transports publics urbains (STPU) procède au lancement de ses activités ce mardi 02 juin 2015 par un service réservé exclusivement aux élèves devant se rendre aux différents centres de déroulement des épreuves du Baccalauréat.

A cet effet, tous les élèves candidats au baccalauréat, munis de leur convocation aux épreuves seront transportés gratuitement de 5 heures 30 du matin à 8 heures 30 puis de 16 heures à 18 heures pendant les jours de déroulement des épreuves du Baccalauréat.

Les élèves concernés sont invités à présenter leur convocation aux épreuves du baccalauréat ou leur badge pour monter à bord des autobus qui se présenteront aux stations habituelles sur les itinéraires ci-après :

1- Brazzaville Nord

- Ngamakosso, Rond-point Mikalou, Koulounda Avenue de France, Centre-ville.

- Hôpital de Talangai, Koulounda, Rond-point Mougali, Préfecture, Rectorat, Lycée Savorgnan de Brazza.

- CNRTV, Mazala Rond-point Mougali, Préfecture, Ganga Edouard, Lycée chaminade.

2-- Brazzaville Sud est :

- Mairie de Mfilou, Mazala, Rond-point Mougali, Rond-point Poto-poto, gare CFCO, CCF, Lycée Savorgnan de Brazza.

3- Brazzaville Sud :

- Nganga-lingolo, Pont de Djoué, Lycée Savorgnan de Brazza, CCF, Gare CFCO,

- OMS, Lycée Savorgnan de Brazza, Rectorat, Ganga Edouard, Chaminade.

- Pont du Djoué, Matour, Arrondissement 1, arrondissement 2, Square De Gaulle, CCF, Parquet, Chaminade.

Pour faciliter leur accès à bord des autobus, les élèves devront éviter les bousculades en se mettant en rang suivant l'ordre de leur arrivée à la station.

Fait à Brazzaville, le 29 MAI 2015


Jean-Raymond DIRAT
Le Directeur
de Cabinet

blédina
BIEN S'ÉVEILLER, BIEN GRANDIR

Le lait de croissance des petits futés.

- Comme moi!

Blédilait Croissance au Combifer



POTO-POTO/BRAZZAVILLE

Deux cent candidats au baccalauréat reçoivent trois millions FCFA

La Dynamique des jeunes de Poto-Poto pour le soutien du Chemin d'avenir a offert le 28 mai trois millions FCfa à deux cent candidats au baccalauréat toutes séries confondues de l'arrondissement 3, Poto-Poto.

Cet argent, soit quinze mille FCfa par candidat, leur permettra de se déplacer durant la période des épreuves écrites du Baccalauréat. « Nous savons que quinze mille FCfa n'est pas une grande somme d'argent actuellement au regard du niveau de vie élevé la société congolaise. Si vous pouvez vous organiser à emprunter un taxi à deux ou à trois, cela vous aidera à faire des économies », a déclaré le président d'honneur de la Dynamique, Aimé Bembé.

Aux candidats présents à cette cérémonie, il a expliqué que ce geste symbolise la solidarité et l'esprit de partage qui caractérisent les membres de la Dynamique des jeunes de Poto-Poto pour le soutien du Chemin d'avenir. « La Dynamique a toujours pensé que la paix s'arrime bien avec la solidarité et le partage. Voilà pourquoi le geste de ce jour s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la paix et du soutien à la jeunesse », a-t-il renchéri.

De son côté, le coordonnateur de la Dynamique des jeunes de Poto-Poto pour le soutien du Chemin d'avenir, Patchelly Olingou, a

déclaré qu'aucune nation ne peut prétendre se développer sans un investissement considérable dans la formation et l'éducation des jeunes. « Les candidats d'aujourd'hui sont les cadres de demain s'ils sont bien encadrés



Aimé Bembé remettant le prix à une candidate

et détenteurs des parchemins. Ils contribueront au développement de notre pays dans ses divers secteurs d'activités. Les gestes pareils ne feront que du bien à notre société. Avec des efforts bien coordonnés, l'avenir est à nous », a-t-il conclu.

Alphanette Mpandzou, candidate

au baccalauréat technique, a remercié les donateurs et s'est dite surprise par cette aide. « Je ne m'y attendais pas. Lorsque les équipes de la Dynamique procédaient au recrutement des candidates et candidats au baccalauréat, je pensais qu'elle devrait mettre à notre disposition des bus de transport comme le font plusieurs hommes politiques », a-t-elle déclaré.

Notons que cette cérémonie s'est déroulée en présence de la députée de Poto-Poto et marraine de la Dynamique, Charlotte Opimbat. À propos du baccalauréat de l'enseignement général, les épreuves débutent le mardi 2 juin sur l'ensemble du territoire national.

Roger Ngombé

SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

La 40^e réunion de l'UNSAC s'ouvre ce lundi à Luanda

La capitale angolaise abritera du 1^{er} au 5 juin, la 40^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), avec à l'ordre du jour, la crise au Burundi, la menace Boko Haram, le phénomène de braconnage, ainsi que la piraterie maritime.

Les onze pays membres vont également procéder au renouvellement des instances de l'organisation. La présidence tournante de l'UNSAC, qui est actuellement assurée par le ministère burundais des Relations extérieures et de la coopération internationale, dont le mandat est arrivé à son terme, est particulièrement visée par ce renouvellement. « A Luanda, l'Angola prendra les commandes pour une période de six mois. », a indiqué le 29 mai dernier, un communiqué du bureau Afrique centrale de l'ONU.

Au cœur de cette rencontre sous régionale, la situation sécuritaire dans cette partie de l'Afrique en proie à la guerre civile et aux attaques terroristes, allusion faite ici à la crise centrafricaine, les attaques répétées de Boko Haram sur le territoire camerounais et la menace de la nébuleuse au sud du Tchad. En effet, lors de ce grand rendez-vous, les dirigeants vont tenter d'évaluer la mise en œuvre des programmes de désarmement et de limitation des armes dans cette partie de l'Afrique, et bien évidemment, d'envisager des actions à mener « pour lutter contre les groupes terroristes, en particulier Boko Haram ».

La situation politique et sécuritaire au Burundi fera davantage l'objet de débats au cours de cette rencontre. « Lors de la 37^e réunion de l'UNSAC tenue du 19 au 23 décembre 2013 à N'Djamena au Tchad, le rapport de la CEEAC avait indiqué qu'au Burundi, la controverse sur la révision éventuelle de la constitution et la possibilité pour l'actuel chef de l'Etat de se présenter en 2015, faisaient partie des éléments susceptibles de provoquer un retour des tensions et de la violence. », a rappelé le même communiqué de l'ONU.

Malgré, la dégradation de la situation sur le terrain dans ce pays, l'ONU continue d'accroître des contacts en vue de trouver une issue pacifique à cette crise politique. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique, Abdoulaye Bathily, qui sera présent à ces assises, insistera certainement sur le sujet. Le processus transitionnel en cours en Centrafrique sera également au menu des discussions car, « le prolongement technique de la transition souhaité par le forum national de Bangui a été entériné par le 16^e sommet ordinaire de la CEEAC, afin de permettre aux autorités compétentes d'organiser des élections crédibles et transparentes avant la fin de l'année 2015 ».

Enfin, l'un des moments forts de cette rencontre, sera l'examen de la situation géopolitique au sein des Etats membres: en Angola, au Burundi, au Cameroun, en Centrafrique, au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale, en République Démocratique du Congo, au Rwanda, à Sao Tomé et Principe et au Tchad.

Fiacre Kombo

OFFICE D'HUISSIER DE JUSTICE,
Commissaire-priseur
Maître ESSEBO

AVIS DE VENTE
AUX ENCHERES PUBLIQUES

Maître ESSEBO Benoît, Huissier de Justice, Commissaire-Priseur à la résidence de Brazzaville, informe le Public Brazzavillois qu'il procédera, à la requête des plusieurs Sociétés de droit Congolais ;

A la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de plusieurs véhicules 4x4 et Berline de marque Toyota, Ford, Suzuki et Mitsubishi ;

La vente aura lieu le vendredi 05 juin 2015 à l'esplanade du stade EBOUE à côté de la statue.

- Vente strictement au comptant et sans garantie ;
- Le prix d'adjudication est majoré de 12 % ;
- Enlèvement immédiat ;

TRES IMPORTANT

Toute personne intéressée à cette vente est tenue de se faire inscrire et retirer le bulletin de participation au Cabinet du Commissaire-Priseur sus nommé situé 05, rue Louis TRECHOT Centre-ville. Tél : 05 551 07 22 / 06 634 70 27

L'Huissier de Justice,
Commissaire - Priseur



Avis d'appel d'offres
République du Congo
Date : 01 juin 2015
Crédit N° IDA5362

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 004T/MAE/PDARP-UCP/2015
(RELANCE)

1. Le présent Avis d'appel d'offres suit l'Avis général de passation de marchés du projet paru dans Dg market No 145627 du 11 mars 2015.

2. Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association internationale de développement IDA, Groupe Banque Mondiale, ont signé un accord de crédit, en vue de cofinancer le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales (PDARP), et entend affecter une partie à la construction des infrastructures de marché de Mossaka-Extension dans le département de la Cuvette.

3. Le PDARP invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission cachetée en vue d'exécuter les travaux de construction de ces infrastructures.

Les travaux comprennent :
(i) - La construction du deuxième module comprenant un ensemble d'échoppes, le bureau de sécurité et le bureau du comité du marché sur le plancher du module existant ;
(ii) - la construction des nouvelles latrines ;
(iii) - l'électrification générale du marché ;
Le délai des travaux est de (08) mois.

4. L'Appel d'offres se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'offres international spécifiées dans la publication de la Banque mondiale « Directives : passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA », et est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.5

5. Les soumissionnaires intéressés éligibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et examiner le Dossier d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous à partir de 8 h 00 jusqu'à 16 h 00.

6. Les spécifications de qualification sont :
a) - Avoir réalisé un chiffre d'affaires, pour des travaux de construction, d'un montant équivalent à 80 000 000 FCFA, au cours des cinq (05) dernières années

b) - Avoir réalisé avec succès en tant qu'entrepreneur principal au moins deux (02) marchés de travaux similaires au cours des cinq (05) dernières années.

(c) - Etre capable d'affecter aux travaux le matériel essentiel ci-après :

- 1 Bétonnière et les différents accessoires
- 1 Groupe électrogène
- 1 Cuve à eau de 1000 litres au moins ou des contenants

équivalents

- 1 Véhicule de liaison

d) - Proposer :

- Un Directeur de travaux, Ingénieur génie civil ou TP, ayant au moins dix (10) ans d'expérience dans la réalisation de travaux de nature et de complexité comparables, et une expérience dans la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale en tant que Conducteur des travaux serait un atout.

- Un Chef de chantier ayant au moins trois (03) ans d'expérience dans la réalisation de travaux de nature et de complexité comparable

(e) - disposer de liquidités et/ou présenter des pièces attestant que le soumissionnaire a accès, ou a à sa disposition, des facilités de crédit (après déduction des montants nécessaires pour honorer ses autres engagements), d'un montant au moins équivalent à au moins 10% du montant de son offre.

7. Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant non remboursable de Cinquante mille (50 000) Francs CFA. Le paiement sera effectué en espèces ou par chèque certifié.

8. Les Soumissions devront être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le Mercredi 01 juillet 2015 à 12H30. Les dépôts électroniques ne seront pas admis. Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister à l'adresse ci-dessous le Mercredi 01 juillet 2015 à 13 heures.

9. Toutes les Soumissions doivent être accompagnées d'une Garantie de Soumission sous forme de caution bancaire ou chèque certifié d'un montant d'un million (1 000 000) de francs CFA.

10. L'adresse (les adresses) mentionnée(s) ci-dessus est (sont) :
PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REHABILITATION DES PISTES RURALES (PDARP) UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 / 05 312 30 30 -
E-mail : pdarp_maep@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 01 Juin 2015
Le Coordonnateur

Isidore ONDKI

Ecobank
La Banque Panafricaine



NOUS PORTONS À LA CONNAISSANCE DE NOTRE AIMABLE CLIENTELE L'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE **AGENCE ECOBANK A TIE-TIE DEPUIS CE VENDREDI 22 MAI 2015**

SISE A ARRET SAVON en allant vers le rond-point TIE-TIE, Pointe Noire.



CETTE AGENCE DE PROXIMITE EST OUVERTE
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 A 16H00,
LE SAMEDI DE 9H00 A 14H00

La Direction Générale vous remercie pour la confiance que vous faites à notre institution.

LA DIRECTION GENERALE

NIGÉRIA

Muhammadu Buhari a prêté serment en présence de plusieurs chefs d'État

Élu en mars dernier à la tête de son pays, le nouveau président de la République fédérale du Nigeria, Muhammadu Buhari, a officiellement pris ses fonctions le 29 mai à Abuja, en présence de plusieurs invités de marque dont les présidents Denis Sassou N'Guesso du Congo, Jacob Zuma d'Afrique du Sud, les ministres français et américain des Affaires étrangères (Laurent Fabius et John Kerry), et des dignitaires d'autres pays venus assister à la cérémonie d'investiture.

Ancien militaire, le nouveau président est très attendu sur le terrain sécuritaire, car il a suscité de nombreux espoirs auprès des populations pour juguler la menace Boko Haram. Aussitôt investi, Muhammadu Buhari s'est engagé à relever les « énormes défis » qu'affronte le Nigeria, au premier rang desquels la rébellion islamiste de cette secte qui a fait des milliers de morts depuis 2009.

« Boko Haram est un groupe de gens fous et sans Dieu, qui sont aussi éloignés de l'islam qu'on peut l'imaginer », a lancé Muhammadu Buhari. Dans la foulée, il a aussi promis de faire tout son possible pour libérer les milliers d'otages enlevés par les insurgés de Boko Haram, parmi lesquels les 219 lycéennes kidnappées depuis l'an dernier. Sur le terrain, des sources diplomatiques à Abuja constatent une « réduction » des attaques terroristes de Boko Haram, malgré quelques résurgences.

Par ailleurs, Muhammadu Buhari a indiqué qu'il mettrait

en place un nouveau centre de commandement militaire



Muhammadu Buhari en compagnie de Denis Sassou N'Guesso

à Maiduguri, la grande ville du nord-est, jugeant que « la victoire ne peut pas être atteinte depuis un centre de commandement à Abuja », dans le centre du pays.

De nombreux défis à relever

La délicate situation éco-

nomique du Nigeria, qui a ravi le titre de première puissance économique de l'Afrique, figure également parmi les défis à relever pour le nouveau président. Dans son discours, il a même qualifié de « honte nationale » le niveau de production d'électricité dans son pays (pre-

mier producteur du pétrole en Afrique), dont les habitants subissent des coupures de courant récurrentes pouvant durer plusieurs jours. Il a assuré mettre fin à cette situation.

gaz) qui représentent 95% de ses exportations et sur son agriculture. Membre de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) depuis 1971, le Nigeria est le 11^e producteur mondial de pétrole.

Bien que le Nigeria soit le premier producteur de pé-

L'économie nigérienne est aussi stimulée dans une large mesure par les secteurs non pétroliers : l'électricité, les télécommunications, le bâtiment, les travaux publics et les transports. Un autre secteur prospère de l'économie nigérienne est son industrie cinématographique. Plus connue sous le nom de « Nollywood », elle place le pays en deuxième position derrière l'Inde en ce qui concerne le nombre de production par année.

Arrivé au pouvoir par un coup d'État en décembre 1983, Muhammadu Buhari en avait été chassé vingt mois plus tard par un autre coup d'État. Après des années de retraite politique, il avait essuyé trois échecs électoraux avant de finalement l'emporter en mars dernier.

Pour les analystes, sa première tâche pourrait être plutôt de répondre aux attentes d'une population qui se bat depuis des décennies avec des infrastructures pitoyables, un chômage écrasant et des violences endémiques.

Du reste, le succès du mandat du nouveau président nigérien est étroitement lié à sa détermination à relever les défis auxquels il va faire face.

Yvette Reine Nzaba

Arrêt sur image

CHASSEURS DE NOUVELLES

Depuis le 20 mai, plume, micro et appareil photo en main, caméra sur l'épaule, les journalistes commis à la couverture des consultations initiées par le président de la République avec les forces vives de la nation sont à l'affût de ce que se disent les parties en présence. Si, pour l'heure, ils n'ont pas accès au chef de l'État pour ce genre d'exercice, ses interlocuteurs, au contraire, sont cueillis littéralement lorsqu'ils sortent des audiences. Comme le montre la photo ci-dessous, ce dispositif, presque « guerrier », est commandé sans doute par l'importance du sujet.




PERSPECTIVES D'AVENIR
 FONDATION
 UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

BOURSES D'ETUDE

Denis Christel SASSOU NGUESSO

Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3

Bacheliers
2015



Je suis étudiant

Je suis bachelier

Retrait et dépôt
des dossiers de candidature
avant le
31 juillet 2015

Pour plus d'informations, nous contacter

1^{er} étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole
Téléphone: +242 222 81 20 20
E-mail: info@perspectivesavenir.org
www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir

www.perspectivesavenir.org



N° 335 / COJA-DG-SG
SECTION I - Avis DE CONCOURS

11^{es} JEUX AFRICAINS BRAZZAVILLE 2015

COMITE D'ORGANISATION DES JEUX AFRICAINS
(COJA) DIRECTION GENERALE DES JEUX

COMITE D'ORGANISATION DES JEUX AFRICAINS AVIS DE CONCOURS N° Composition de l'hymne des liées Jeux Africains

1. Le Comité d'Organisation des Jeux Africains (COJA), dans le cadre de son budget, a obtenu des fonds de l'Etat congolais, destinés à financer les activités relatives à l'organisation des 11^{es} Jeux Africains. Il a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du concours pour la composition de l'hymne desdits jeux.

2. Le Comité d'Organisation des Jeux Africains sollicite des propositions sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la composition de l'hymne des 11^{es} Jeux Africains.

3. La proposition technique de l'hymne des 11^{èmes} Jeux Africains doit répondre aux spécialisations indiquées dans les données particulières du Règlement du concours des 11^{es} Jeux Africains, inclus dans le dossier d'appel à candidature.

4. Le concours est doté d'un prix de 5.000.000 FCFA pour le gagnant. Les Candidats peuvent obtenir le dossier d'appel à candidature auprès du Secrétaire Général du Comité d'Organisation des Jeux Africains, sis à côté du Complexe Sportif Alphonse MASSAMBA DEBAT de 08 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

5. Les expériences en matière de qualifications sont :

- Etre de nationalité congolaise ;
- Avoir des qualifications et des compétences dans les domaines des lettres et de la musique

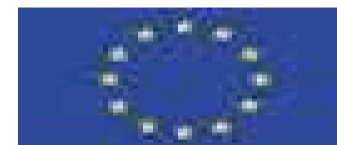
6. Le prix de vente des demandes de proposition est fixé à 50.000 FCFA.

7. Les propositions d'hymne devront être soumises, sous pli fermé, à l'adresse ci-après : Comité d'Organisation des Jeux Africains, sis à côté du Complexe Sportif Alphonse MASSAMBA DEBAT au plus tard le 22 Juin 2015 à 12 heures. Les propositions remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les propositions seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants à l'adresse ci-après : Comité d'Organisation des Jeux Africains, sis au Complexe Sportif Alphonse MASSAMBA DÉBAT à 13 heures.

Le Directeur Général

Faite Brazzaville le, 25 MAI 2015



COOPERATION CONGO - UNION EUROPEENNE
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES EN REPUBLIQUE DU CONGO - (PRCCE)

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Pour la sélection des cabinets, des bureaux d'études, des centres de formation et des organismes d'appui aux entreprises installés au Congo dans le cadre de la mise en place du mécanisme « chèque service »

UGP PRCCE/AMI 004/2015

Le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales et Entrepreneuriales en République du Congo (PRCCE) a pour objectif l'amélioration de la compétitivité de l'économie congolaise par la diversification du tissu entrepreneurial et l'amélioration de l'environnement dans lequel évolue le secteur privé. De manière spécifique, le Programme vise d'une part à améliorer les capacités des administrations à définir et mettre en œuvre des politiques sectorielles et à mettre en place un climat des affaires favorables au développement des Petites et Moyennes Entreprises / Très Petites Entreprises (PME/TPE), d'autre part à soutenir de manière durable le développement des PME/TPE.

Ce Programme dont le Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE) assure la mise en œuvre, est financé par l'Union Européenne.

Dans le cadre de ses activités, le PRCCE apporte un appui au développement durable des PME/TPE notamment par l'amélioration de leur accès aux services non financiers grâce notamment à la mise en place d'un mécanisme de « chèque service ».

A cet effet, l'Unité de Gestion du Programme (UGP) lance un Appel à Manifestation d'Intérêt en vue d'identifier et de sélectionner des cabinets, des bureaux d'études, des centres de formation et des organismes d'appui aux entreprises installés au Congo sur la base de leur expertise dans différents domaines / BDS ci-dessous indiqués
Les critères de sélection qui seront appliqués à

tous les cabinets, les bureaux d'études, les centres de formation et les organismes d'appui aux entreprises sont :

- avoir un statut légal reconnu au Congo ;
- être installé dans un local professionnel ;
- disposer des équipements professionnels (ordinateur, salle de réunion, logiciels, etc.) ;
- avoir exercé une activité continue pendant au moins un an ;
- disposer des preuves de capacité technique : au moins 3 références dans les domaines d'expertise du cabinet / bureau d'études / centre de formation / organisme, présentation de la structure, et catalogue des produits offerts ;
- présenter les CV des experts spécialisés avec expérience avérée

Les cabinets, bureaux d'études et organismes peuvent présenter leurs candidatures à la qualification en consortium (groupement)
Les différents domaines / BDS retenus dans le cadre de cet Appel à Manifestation d'Intérêt sont présentés ci-dessous et détaillés dans l'annexe 4 : Produits standards pour les créateurs d'entreprises et les PME existantes

CREATEURS D'ENTREPRISE

1. * Germe / Trie
2. * Germe / Créer
3. * Germe / Gérer

PME

4. * Gestion des ME et éducation financière
5. * Diagnostic Flash
6. Montage de business plan
7. Conseil juridique et fiscal
8. Gestion de la trésorerie

9. Recouvrement des créances
10. Conseil en projet d'entreprise
11. Conseil en communication globale
12. Développement et mise en œuvre de stratégies marketing
13. Maintenance et gestion des équipes
14. Stratégie des ressources humaines
15. Stratégie financière
16. Contrôle et comptabilité de gestion
17. Conseil juridique et fiscal
18. Organisation administrative et du travail
19. Mise en conformité des procédures comptables

Secteur Agro-industrie

20. Procédé amélioré de production des agro ressources : huile de palme
21. Optimisation du séchage amélioré des agro ressources
22. Séchage amélioré du poisson salé
23. Optimisation du fumage du poisson et du poulet
24. Conservation et transformation de fruit
25. Greffage et marcottage des arbres fruitiers
26. Distillation et formulation des essences aromatiques
27. Technique d'élevage des porcs locaux
28. Technique de formulation d'aliment de bétail à base de denrées locales (poulet et porc)

Secteur Logistique

29. Transit et procédure de dédouanement
30. Achat, approvisionnements et gestion des stocks
31. Logistique commerciale, distribution, transport.

Secteur BTP

32. Gestion des projets de construction BTP
33. Technologie de l'information et de la communication (SAGE, Ligne 100, Auto CAD, Data cotation BTP, Base de données)

Secteur bois

34. Gestion d'une exploitation forestière
35. Techniques de martelage (diamètre, cubage, reconnaissance des essences)
36. Techniques de sylviculture

Pour les services marqués d'un *, seuls les cabinets, les bureaux d'études, les centres de formation et les organismes d'appui aux entreprises ayant suivi les formations organisées par le PRCCE pourraient être éligibles.

Les cabinets, les bureaux d'études, les centres de formation et organismes intéressés sont invités à consulter le site www.cde.int pour toutes les informations nécessaires concernant cet appel à manifestation d'intérêt. Ils doivent remplir et soumettre leurs manifestations d'intérêt sur la base de formulaires disponibles à travers le site web www.cde.int et en cliquant sur le lien sécurisé suivant : https://drive.google.com/folder/view?id=0BxWtkLQR_3ZnfnZnRWNN-LWhYVIQyVWJENIFRbzJtVDVQMzIYYmJpdDd1L-VNzd2FqOWd0akE&usp=sharing

Le courriel soumettant la manifestation d'intérêt doit être intitulé « Appel à manifestation d'intérêt UGP PRCCE/AMI 004/2015 » ainsi que les domaines où se concentre votre expertise (par exemple produit 2, 4, 7, et 10) et être envoyé à

l'adresse suivante : cdeproposals@cde.int

Toutes les questions doivent être adressées uniquement au Procurement Officer du CDE via l'adresse mail : cdeproposals@cde.int. Les réponses aux différentes questions seront publiées sur le site du CDE.

La date limite de soumission des manifestations d'intérêt est fixée pour le 18.06.2015 à 20h00 (heure de Bruxelles).

Dossier de Candidature pour les bureaux d'étude doit contenir :

1. Manifestation d'intérêt (Annexe 1), y compris :
- Preuve d'enregistrement des sociétés ou des organismes
- Présentation des domaines de compétence
- Références professionnelles

2. Formulaire de déclaration sous serment (Annexe 2)

3. CV ou CVS du personnel / experts (Annexe 3)

4. Sélection des domaines de compétence indiqués dans la liste des produits (Annexe 4)

Les annexes de cet Appel à manifestation d'intérêt se trouvent sur le lien sécurisé suivant : https://drive.google.com/folder/view?id=0BxWtkLQR_3ZnfnZnRWNN-LWhYVIQyVWJENIFRbzJtVDVQMzIYYmJpdDd1L-VNzd2FqOWd0akE&usp=sharing

CHRONIQUE

Musique sacrée et Espoir pour terminer mai en beauté

Le mois de mai ne s'est jamais aussi bien porté de Fès au Maroc à Genève en Suisse où l'on a décidé de le magnifier à travers deux grands évènements musicaux, à savoir : le Festival des Musiques sacrées du monde de Fès et la Fête de l'Espoir de Genève.

Le Festival de Fès qui met en avant l'esprit de tolérance et d'ouverture lui rend chaque fois hommage à travers la musique et la poésie par la dimension culturelle et historique du Royaume du Maroc. Placée sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la 21^{ème} édition qui s'est dévoilée depuis le 22 mai, et ce jusqu'au 30, a décidé de commémorer la dimension culturelle africaine de la ville de Fès.

Cette manifestation lui valut d'être désigné en 2001, par l'ONU, comme l'un des évènements marquants contribuant, d'une façon remarquable, au dialogue des civilisations. Ainsi dès l'ouverture, BaB Al Makina, cette impressionnante enclave aux portes de Fès, est-elle devenue, par la magie des nouvelles technologies, cette cité féerique et musicale faisant écho aux rencontres avec l'autre et sa diversité amplifiant les récits de Léon l'Africain, campé par Saïd Taghmaoui.

Cette soirée d'ouverture a rendu un hommage à la dimension africaine de Fès par une création spéciale où se sont produits plusieurs groupes : Ballaké Sissoko et son ensemble de kora de Bamako ; Les Masques de la lune du Burkina Faso ; Les Enfants de Doudou N'diaye Rose et la danse Simb des Lions, Malick Sow, maître Tijani de Tivouane du Sénégal ; Coumbane Mint Amartichitt, célèbres griottes de Mauritanie ; Chérifa - chant tamarzigt du Moyen-Atlas au Maroc. La scénographie savamment orchestrée a confirmé l'historicité de carrefour de la ville de Fès, redevenue pour l'occasion une ouverture sur Tombouctou, une forteresse Haussa, une zawiya tijaniya, une mosquée Karaouiyine, ou un camp bédouin...

En dépit du froid et de la pluie, la tête d'affiche, Saber Rebai en véritable star tunisienne, s'y est produite avec ses chansons galantes et romanesques au cours d'une soirée somptueuse le samedi 23 mai à la mythique place de Bab El Makina. Initié depuis sa tendre jeunesse à l'oud et psalmodie du saint Coran, Saber Rebai est titulaire d'une maîtrise en musicologie de l'Institut supérieur de musique de Tunis. Le Festival peut se vanter de la participation d'une palette d'artistes et de stars de renommée internationale, parmi lesquelles, Oumou Sangaré, la vedette Emirat Hussain Al Jassmi, Tiken Jah Fakoly de Côte d'Ivoire, les Temptations et Dennis Edward maîtres légendaires du Rythme and Blues et bien d'autres sans évoquer les artistes hôtes du Maroc. Dans un autre registre, la Fête de l'Espoir de Genève est née d'une idée citoyenne à l'époque. Elle consistait à offrir gratuitement au public suisse, une fois l'an, une manifestation réunissant des artistes venus de tous les horizons pour « faire de Genève, l'espace d'une journée, la capitale de l'Espoir »

13 éditions se sont écoulées, depuis, qui se sont soldées par d'immenses succès populaires. Chaque fois la générosité des artistes participants a été remarquable car ils n'ont jamais perçu le moindre cachet. Cette grand-messe s'est révélé une grande manifestation gratuite ouverte à tous et un succès populaire qui rassemble chaque année plus de 50.000 personnes autour de valeurs telles que le partage, l'abandon de soi, pour redonner le goût de la fête et surtout rassembler autour de la musique, ce langage universel compris par tous, et favorisant le dialogue entre les générations et les cultures.

Ici également l'on fait participer des personnalités du monde de la musique, du cinéma, de la littérature, des médias, de la science, de l'économie et de la politique afin de prouver que l'on peut encore se rassembler autour de thèmes positifs.

La 17^e Fête de l'Espoir du 30 mai 2015 se tiendra au Stade du Bout-du-Monde de Genève avec, au programme, Amaury Vassili, l'une des plus belles voix du moment, Imany en acoustique, Bénabar en trio, Raphael, Les Innocents, Grégoire, Fréro Delavega, Mc Solar, etc.

Avec la fin du règne de mai 2015, la magie du sacré aura assurément de nouveau opéré pour conforter et rappeler inexorablement la dimension universelle des villes de Fès et de Genève, car que ce soit par les musiques offertes avec le cœur ou par les « Forums » abordant des thématiques chères à l'Afrique et à l'universel, ces deux villes ont en commun d'illustrer assez fidèlement ce lieu privilégié, de pensée, de développement artistique et spirituel bref, ce carrefour mondial de rencontre des cultures dont tous souhaiteraient se prévaloir.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

NÉCROLOGIE



Programme des obsèques de Ossou Charles Alfred
Mardi 02 juin 2015
-9h levée du corps à la morgue municipale
-9h30 départ pour le domicile au n° 100 de la rue abila-talangai
-10h-13h30 recueillement au domicile
-14h départ pour les cimetières privés Bouka-VIP
-17h fin de la cérémonie

REMERCIEMENTS

M. GOMA Zéphyrin (papa Gozé), les enfants et familles remercient très sincèrement les parents, amis et connaissances qui leur ont témoigné d'un grand soutien moral et affectif lors du décès de Mme Gozé, née Tchibinda Françoise, survenu le dimanche 24 Mai 2015 à 13h30min. Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude. Elle repose désormais au cimetière familial de Djeno depuis le Samedi 30 Mai 2015. Paix à son âme !



FRANCE

Dany Laferrière admis à l'Académie française

Après avoir rendu hommage à Hector Bianciotti, celui qu'il remplace à l'Académie française, l'écrivain Dany Laferrière a été intronisé et a reçu les grands honneurs à l'Académie française dans son grand appareil de nouvel « Immortel ».



Dany Laferrière

Élu au premier tour du scrutin, en décembre 2013, pour succéder à l'écrivain d'origine argentine Hector Bianciotti, dont il a fait l'éloge, Dany Laferrière a été reçu par l'écrivain franco-libanais Amin Maalouf, à l'Académie française, ce jeudi 28 mai. Âgé de 62 ans, l'écrivain et journaliste québécois, d'origine haïtienne, est devenu le premier Québécois et le deuxième homme noir admis au sein de l'Académie française. Le premier Noir à y siéger, 32 ans auparavant, est Léopold Sédar Senghor. L'Académie française qui a laissé filtrer les vents de la francophonie, depuis trois décennies, s'est définitivement ouverte aux écrivains voya-

geurs venus du monde entier ! Lors de la cérémonie de remise de l'épée, qui s'est tenue le mardi 26 mai à l'Hôtel de ville de Paris, pour honorer Port-au-Prince où il est né, il a opté pour une épée signée d'un sculpteur haïtien. Sous la coupole, s'agissant de son costume vert officiel, son choix s'est porté sur un styliste québécois. Une façon de réunir ses deux pays, d'origine et d'accueil, et une volonté de n'être réduit, ni à une nationalité, ni à une couleur de peau, a expliqué le nouvel académicien, auteur d'une œuvre littéraire au ton anticonformiste, comme l'attestent ses romans *Je suis un écrivain japonais* ou *Comment faire l'amour avec un*

nègre sans se fatiguer. Succédant à un Franco-argentin d'origine italienne, Dany Laferrière occupera le fauteuil n° 2. Ce lecteur passionné, qui n'a de cesse de célébrer les mots dans un style toujours savoureux, est reconnu comme l'un des illustres chantres de la francophonie. Il est le fils de l'ancien maire de la capitale haïtienne, contraint à l'exil lorsque le dictateur Jean-Claude Duvalier prend le pouvoir. Comme beaucoup d'Haïtiens, il trouve alors refuge au Québec et s'installe à Montréal où, pendant longtemps, il a vécu « comme un clochard », travaillant au noir dans des tanneries, avant de connaître un succès fulgurant avec son premier livre, *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*, publié en 1985.

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, Dany Laferrière a consacré plusieurs de ses livres à sa terre natale. Parmi ses illustres prédécesseurs : Montesquieu, l'auteur de *De l'Esprit des lois* et *Lettres persanes* ; Alexandre Dumas, le romancier le plus prolifique du XIX^e siècle, entré depuis au Panthéon, et dont une grand-mère était une esclave mulâtre de Saint-Domingue. De lui, les spécialistes de la Francophonie savourent la passion métissée d'une langue qu'il honore et, ainsi que l'a énoncé l'académicien Jean d'Ormesson au cours de la cérémonie de la remise de l'épée à la Mairie de Paris : « Voilà ce que c'est, l'Académie française ! ».

Marie Alfred Ngoma

ITALIE

C'était bien Ebola !

L'infirmier sarde rentré récemment de Sierra Leone a bien contracté le virus Ebola. L'institut Spallanzani de Rome s'active pour les soins.

Plus aucun doute n'est possible : c'est bien le virus d'Ebola qui a provoqué les épisodes fiévreux qu'a accusés l'infirmier de Sardaigne, ancien volontaire en Sierra Leone, rentré récemment en Italie. Il avait été admis lundi aux urgences de l'hôpital de Sassari (Sardaigne, île du sud-ouest italien) où il a été soumis à une série d'examen. Membre de l'organisation humanitaire italienne Emergency, l'homme est le deuxième Italien malade d'Ebola.

En novembre dernier un autre membre d'Emergency, le Dr Fabrizio Pulvirenti avait lui aussi contracté le virus de la fièvre hémorragique Ebola à Lakka, toujours en Sierra Leone où il travaillait. Ramené en avion médicalisé en Italie et tout de suite transporté à l'Institut des maladies infectieuses Spallanzani de Rome, c'est là qu'il fut soigné. Après plus

de trois mois de soins intensifs, il a été déclaré guéri. Aujourd'hui, il parcourt l'Italie pour des conférences sur Ebola et une meilleure connaissance des moyens de ne pas contracter le virus.

De ce qu'on sait désormais, l'infirmier de Sardaigne a commencé à ressentir les symptômes de la maladie dimanche soir, deux jours après son retour au pays, selon le ministère italien de la Santé. Le département de la santé de Sardaigne a fait savoir de son côté que par mesure de précaution, trois personnes qui avaient été en contact avec l'infirmier malade, ont été placées en quarantaine. Le malade, qui a été ensuite transféré à Rome mercredi « est lucide et collabore » à toutes les exigences de sa situation, ont fait savoir les autorités.

« Nous sommes en face d'un autre défi Ebola, mais nous nous en sortons. Le tout se joue maintenant à l'intérieur de l'Institut Spallanzani, grand centre d'excellence en Italie où l'infirmier recevra certainement le meilleur des soins possibles. Cette

fois encore, les protocoles d'urgence établis se sont déclenchés », a rassuré le ministre de la Santé, Beatrice Lorenzin. « Bien avant son transfèrement à Rome, nous avons activé toutes les procédures pour rendre disponibles les médicaments expérimentaux nécessaires pour les soins », a-t-elle ajouté, se référant aux soins qui ont permis au Dr Pulvirenti de guérir dans cet établissement.

La semaine dernière, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la fin de l'épidémie d'Ebola au Libéria. La maladie a fait plus de 11.000 morts dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest ou elle a particulièrement sévi : Guinée, Sierra Leone et Libéria. Les investisseurs qui avaient fui la région commencent à y revenir, quoique timidement. Ce mercredi, la compagnie aérienne française a annoncé la reprise de ses vols vers Freetown, capitale de la Sierra Leone, à partir du 30 juin prochain. Elle les avait suspendus pour cause d'Ebola en août de l'an dernier.

Lucien Mpama

GRAND CONCERT DE LA REUNIFICATION

"Les souvenirs D'Afrique"

Le 06 JUIN 2015
AU DIPLOMATE
(KARAOKE)
A PARTIR
DE 20H30

AVEC LA PARTICIPATION DE:
- PATCHO
- SYSTEMATIC
- CLAUDE DIBEBE
- EL TSOP

Concert de soutien à **DANY DANILLO**
Zouk, Makossa, Rumba, Rap, World-music
Extrait de son Futur Album
Intitulé "Reglement Interieur"

reaktor LES DÉPÊCHES Vigne de BRAZZA Sté REGAL

L'artiste musicien **DANY DANILLO**, avec un groupe d'artistes de renommée, vous convie au grand concert de la réunification qui aura lieu au Diplomate « Karaoke », le samedi 6 juin 2015. Cette soirée musicale est organisée en marge des festivités de la réunification célébrée le 20 mai de chaque année au Cameroun.

FRAUDE TÉLÉPHONIQUE

Des pirates sont toujours fonctionnels

La guerre contre le sim-box lancé, il y a plus d'une année par le gouvernement, n'a pas réussi à mettre en déroute ces opérateurs maffieux.

Depuis un certain temps, des appels entrants internationaux portant le code + 243 ont repris de plus belle à Kinshasa. Plusieurs Kinois admettent avoir reçu des appels internationaux qui portent soit les numéros des opérateurs de la téléphonie cellulaire en RDC, soit des numéros courts, de plus ou moins cinq chiffres mais précédés du code de la RDC ou du signe plus (+). « Moi, j'ai reçu, à plusieurs reprises, des appels venant de Vienne par le numéro + 70055 », a soutenu un Kinois. « Moi, c'est plutôt par deux numéros Vodacom et Tigo que mon frère résidant en Europe m'a appelé. J'ai cru recevoir un appel du pays mais, la voix au bout du fil était celle de mon frère qui réside en Europe. Il lui a fallu me convaincre pour réaliser qu'il n'était pas en RDC », a expliqué un autre.

La situation remet sur la sellette la question de la guerre lancée, il y a plus d'une année, contre les

sim-box, auteurs de cette fraude téléphonique. Cette tâche, note-t-on, avait été confiée à l'entreprise Agelis-Télécom, qui a été chargée par le gouvernement congolais de démanteler les sim box, dispositifs facilitant cette piraterie. Au mois de mars, le bilan dans l'exécution de cette activité avait été jugé insuffisant.

Beaucoup reste encore à faire

À l'issue des concertations économiques clôturées le 2 mars dernier à Kinshasa, il s'était avéré que la firme franco-américaine n'a démantelé que moins de 2 % de ce réseau maffieux consistant à transformer des appels de longues distances venant de l'étranger en appels locaux, créant ainsi un important manque à gagner au trésor public en termes de taxes. En son temps, du côté des télécoms, la persistance des sim box aurait été expliquée notamment par la présence de certains officiels congolais dans ce réseau maffieux. On rappelle qu'évaluant cette situation, l'ex- ministre des Postes, Téléphonie et Nouvelles technologies de la communication (PT-NTIC), Tryphon Kin-Kiey Mulumba, avait estimé la perte subie chaque mois

par le trésor public à près de 12 millions de dollars américains. Cependant, depuis plus de deux ans, Agelis-Télécom n'aurait démantelé, jusqu'en mars dernier, que quatre réseaux sim box alors qu'il en existait une centaine, selon les opérateurs de téléphonie. Il a été noté que deux de ces sim box démantelés étaient installés à Macampagne et au quartier GB, dans la commune de Ngaliema; et deux autres, dans la commune de la Gombe, précisément au niveau de Batetela, et derrière l'hôtel de ville de Kinshasa.

Certains opérateurs téléphoniques ont indiqué à radiookapi.net que deux raisons sont la base de l'inefficacité d'Agelis-Télécom. Il s'est d'abord agi du fait que ses équipements détecteraient ces appels entrants en retard, alors l'entreprise buterait, ensuite, contre la même pesanteur officielle que rencontrent trop souvent ces télécoms. Pourtant, ces opérateurs téléphoniques auraient assuré savoir où se trouvent ces Sim box. « La majorité de cette mafia est entretenue par certains officiels congolais qui brassent ainsi frauduleusement de millions de dollars au détriment du Trésor public », ont souligné ces



Des matériels de télécommunication

sources, se disant, par ailleurs, incapables de démanteler ces réseaux. Dans un rapport rendu public à la fin de 2014, le ministère des PT-NTIC avait révélé que tous les réseaux de téléphonie cellulaire opérant en RDC étaient piratés. Alors que la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) était également accusée de travailler de connivence avec une autre société de téléphonie cellulaire dans la piraterie des appels internationaux, la société étatique réfutait ces accusations. Son administrateur directeur général de l'époque, Placide Mbatika, avait expliqué ce piratage par le fait que chaque opérateur des télécommunications en RDC était capable d'importer le trafic sans passer par l'opérateur de l'État, la SCPT. « Le phénomène sim box est facilité en RDC parce que tout le monde importe du trafic de l'exté-

rieur. Il suffit d'avoir une antenne satellite et tous les trafics tombent sur vous et vous mettez une boîte qui a cent ou cent cinquante sims qui chacune évacue des appels », a-t-il soutenu en son temps à la radio onusienne.

La Sim box est un dispositif qui contient plusieurs cartes sim et fait apparaître les appels venant de l'étranger comme émis en RDC. Il permet de se soustraire aux tarifs de terminaison et aux taxes en vigueur en RDC. Il peut gérer jusqu'à un million de minutes par mois. Dans sa lutte contre la fraude dans les communications internationales à destination de la RDC, le gouvernement avait réussi à récupérer 12 millions de minutes, soit 9 720 000 dollars américains, équivalant à 10 % des recettes annuelles perdues autrefois par le Trésor public.

Lucien Dianzenza

ADOPTION INTERNATIONALE

Les enfants congolais de nouveau éligibles

L'annonce officielle a été faite en France par la directrice de cabinet adjointe au ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant de la RDC au cours d'une journée initiée par l'organisme « Vivre en famille ».

Après une longue attente sur fond d'atermoiements, la RDC a finalement pris l'option de lever la mesure d'interdiction de l'adoption internationale qui, jusqu'hier, frappait ses enfants. Depuis le 25 septembre 2013, ces derniers, provenant pour la plupart des orphelinats disséminés sur toute l'étendue du territoire national, ne pouvaient rejoindre leurs familles adoptives, du moins pour ceux dont les dossiers étaient en règle.

La décision de la Direction générale de migration avait, pour ainsi dire, permis de geler plusieurs procédures d'adoption, mêmes celles initiées par des organisations agréées dans ce domaine. Une situation qui avait desservi de nombreuses familles concernées obligées de vivre séparées de leurs enfants adoptifs. Cette décision avait alors été justifiée par un souci de protection des enfants congolais après des informations selon lesquelles ils auraient été maltraités dans certains pays où ils avaient été adoptés à défaut d'être transférés à des couples homosexuels.

Avec ce nouveau développement, rendu possible grâce notamment aux pressions diplomatiques exercées sur le gouvernement congolais et au plaidoyer de la communauté universelle pour la reprise de l'adoption internationale en RDC, il y a de quoi jubiler pour les familles en quête d'enfant adoptif congolais. Toutefois, les choses ne seront pas aussi simples que cela puisque la procédure a été renforcée. En effet, tous les dossiers y afférents devront être réétudiés au niveau d'une commission interministérielle chargée de l'adoption internationale créée à cette fin et qui travaillera sous le leadership du ministère de l'Intérieur. C'est, dit-on, une manière voilée de crédibiliser la procédure au regard du flou qui l'avait jusque-là caractérisé.

Les enfants congolais éligibles à l'adoption internationale pourront dorénavant quitter le pays sans problème. Toutes les ambassades étrangères sont d'ores et déjà averties pour la reprise de la collaboration en cette matière. Au moins trente-deux enfants congolais adoptés par des couples étrangers, qui n'avaient pas pu les récupérer suite au gel des sorties décidé en 2013, sont en passe de voyager cette semaine pour diverses destinations. Les États-Unis d'Amérique et la Belgique comptent parmi les premières destinations. Le gouvernement leur a donné le quitus de sortir du pays par la grande porte.

A.D.

ENJEUX DE L'HEURE

Joseph Kabila entame les consultations sans l'aile dure de l'opposition

Pour le cartel de l'opposition mené par l'Unc de Vital Kamerhe, il n'est pas question de dialoguer à moins de deux ans des élections. La priorité, estime-t-on dans ce regroupement politique, devrait plutôt être consacrée à la sécurisation des populations de Beni et à la libération des prisonniers politiques.

C'est depuis samedi 30 mai que le président de la République a entamé au Palais du peuple la série des consultations en prévision des prochaines échéances électorales. Aucune catégorie sociopolitique n'est oubliée dans cette rencontre de tous les enjeux censée apporter des réponses idoines aux préoccupations de la population en rapport avec son vécu quotidien.

Au menu : le calendrier électoral global et le dialogue

Toutes les forces vives de la nation sont conviées à ces consultations qui gravitent essentiellement autour de deux principales questions : le calendrier électoral global et le dialogue. À ce sujet, le chef de l'État Joseph Kabika attend de ses interlocuteurs

des propositions concrètes mais aussi des réflexions en rapport avec les deux matières précitées. Les chefs des confessions religieuses ont été les premiers à ouvrir le bal samedi dernier et seront suivis par les chefs coutumiers, les acteurs de la société civile, les diplomates pour terminer avec les leaders de la classe politique, de l'opposition et de la majorité. « Le président va écouter tout le monde », rassure-t-on dans les milieux intéressés estimant qu'une emphase particulière sera notamment mise sur le calendrier électoral global.

L'opposition part divisée dans ces consultations alors qu'en son temps elle avait réclamé à cor et à cri la tenue d'un dialogue national. Elle semble se rétracter aujourd'hui trouvant inopportune l'organisation de telles assises. L'UNC qui mène la barque de la contestation, à côté des partis politiques tels que le Mlc, le Mpcr-Mp, l'Atd et Envolver, s'est même permise de battre campagne contre le dialogue qui dissimulerait, d'après elle, un schéma de glissement du mandat présidentiel. « Il n'est pas

question de dialoguer à moins de deux ans des élections. Le temps de dialogue est dépassé. On ne veut pas organiser le dialogue pour glisser, je vous dis que ça ne passera pas. Le 20 décembre à minuit, le pouvoir de Kabila sera terminé et il devra céder le pouvoir au nouveau président élu », avait déclaré Vital Kamerhe, le vendredi dernier, devant une foule immense de ses partisans à Bukavu lors d'un meeting. Pour l'UNC, la priorité pour l'instant devra être accordée à la sécurisation de la population de Beni et à la libération des prisonniers politiques. C'est donc une opposition divisée n'ayant pas la même approche de la question et développant des discours aux antipodes qui tente d'imposer ses marques à l'ouverture des consultations présidentielles. S'il est entendu que l'aile Vital Kamerhe, Jean Claude Vuemba, Franck Diongo, Martin Fayulu, Delly Sesanga et Bazai-ba ne prendra part aux consultations, cela est loin d'être le cas avec celle représentée par Félix Tshisekedi, Lisanga Bonganga et Steve Mbikayi.

Alain Diasso

REDD+

La RDC dans le peloton de tête

Le pays est le tout premier parmi les quarante-sept REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) à finaliser la phase de préparation de la mise en œuvre de ce mécanisme, selon un rapport d'auto-évaluation.

Il s'agit d'un rapport officiellement approuvé par le Comité des participants du Fonds de partenariat de carbone forestier (FPCF) au cours de sa 19^e

session tenue au courant du mois de mai à Washington, a confirmé l'Agence congolaise de presse. Selon les termes du document, la RDC a été proclamée premier pays parmi les quarante-sept pays REDD+ du FPCF. À cet effet, elle a été reconnue capable d'accéder à la phase d'investissement.

Selon l'ACP, cette réunion a été une occasion de retracer les progrès accomplis par le pays depuis 2009. Il a été possible d'apprécier la progression du pays en se référant à trente-

quatre critères et indicateurs du cadre d'évaluation du dossier préparatoire. En raison du bon résultat, les autorités congolaises ont été invitées à poursuivre le processus de préparation et, surtout, à prendre en compte les grands enjeux qui se dessinent pour la région. Pour plus d'efficacité, le pays devra inclure régulièrement dans son rapport les informations sur la manière dont les enjeux ont été identifiés.

Laurent Essolomwa

HUMEUR

Le manque de culture de salubrité est un fléau

Quelle impression a-t-on de voir un citoyen qui, après avoir pris son sandwich, choisit de jeter son emballage à même le sol alors qu'à côté, parfois, se trouve un bac à ordures ? De même, quel regard peut avoir un chef de quartier sur son compatriote qui jette la saleté de son habitation au coin de la rue alors qu'à côté il y a une poubelle en plastique ? Quel sentiment peut avoir un personnel de l'hygiène générale lorsque des habitants de la ville vident leur poubelle dans le caniveau ?

Ces interrogations sont des indicateurs sociaux probants. Elles renseignent sur notre déficit en matière d'assainissement environnemental. Or nombreuses sont des études des spécialistes qui attestent que certaines maladies dont souffre la population à travers le monde ont une origine parasito-environnementale. En d'autres termes, la culture d'assainissement n'est pas un fait banal. Elle mérite une éducation et des campagnes de sensibilisation. Ce qui revient à dire que la distribution des bacs à ordures et des poubelles s'impose afin de changer les mentalités des citoyens et les obliger à vivre dans un environnement sain.

Tenez ! Il est tout de même gênant de constater que dans certains quartiers populaires des citoyens cultivent des comportements d'insalubrité qui sont révoltants. L'eau de la vaisselle ou de la douche ou encore de la lessive et des WC est constamment déversée dans la rue. Résultat : des petites mares d'eau puantes même en l'absence de pluies. Ces agissements se passent au su et au vu de tous. C'est aussi là un déficit en matière de culture de la salubrité.

À Pointe-Noire par exemple, le pont sur la rivière Bakadila qui sépare le quartier Saint-Pierre et le prolongement du grand marché est un véritable dépotoir à ciel ouvert où sont jetés des bouteilles en plastique, des pourritures, des déchets de toute sorte par des gens non identifiés. Cela fait que ce pont, débordé, dégage désormais une odeur nauséabonde. Où est notre dose de salubrité ?

L'analyse par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'impact par pays des facteurs environnementaux sur la santé, en juin 2007, faisait ressortir que la réduction des risques liés à l'environnement permettrait d'améliorer la santé de la population, car parmi de nombreuses maladies dont souffre la population, celles liées à l'insalubrité environnementale occupe une place non moins négligeable.

Le manque de culture de la salubrité se constate à la fois dans les restaurants, dans les cafétérias, dans les marchés, dans les transports en commun, dans les parcelles d'habitations, dans les quartiers, dans des administrations, dans des ménages et dans des bureaux. D'où la nécessité de la création des comités d'éveil pour la culture de salubrité. Oui au retour des bacs à ordures partout dans la ville. Oui, au panier à ordures et déchets dans les administrations.

Faustin Akono

MUNICIPALITÉ

Le marché Tié-Tié sera bientôt modernisé

Situé dans le troisième arrondissement de Pointe-Noire, l'ancien marché Tié-Tié «Massola» a été démoli le jeudi 28 mai et délocalisé. Un nouveau marché moderne digne de ce nom sera construit sur ce même site afin de permettre aux vendeurs d'exercer dans de meilleures conditions.

En attendant la réhabilitation de ce marché, le site situé entre les environs de l'école 31 juillet a été choisi pour abriter provisoirement les vendeurs.

En fait, le marché Tié-Tié Massola est parmi les marchés les plus connus de la ville océane, ce qui le caractérise de prime abord, c'est sa réputation pour la vente de friperies, « Massola » en langue locale.

Malheureusement, celui-ci était réputé pour son insalubrité, la vétusté de ses tables et échoppes, ainsi que les conditions sanitaires critiques dont les vendeurs exerçaient. Ce marché présentait ainsi un tableau sombre qui s'aggravait de plus en plus pendant les périodes de pluies.

La construction d'un marché moderne digne de ce nom, est une nouvelle qui a été bien accueillie par plusieurs vendeurs, bien que d'autres sont restés pessimistes. En effet, les travaux de construction des marchés modernes, lancés çà et là et qui, jusque aujourd'hui sont restés sans suite, font



Le marché Tié-Tié Massola après sa démolition / crédit photo «ADIAC»

craindre à cette frange de vendeurs de vivre un scénario de désolation. « Nous voulons que la construction de ce marché se fasse rapidement, car, nous ne voulons pas vivre le même scénario que nos frères et sœurs exerçant dans les marchés où les travaux ont été lancés mais n'ont jamais été termi-

nés », souffle discrètement une femme, vendeuse de fofou.

Parmi les marchés dont les travaux de construction ont été lancés mais n'ont jamais réellement débuté, on peut citer par exemple ceux de Voungou, de Loussala, où la première pierre de travaux a été posée le 23 novembre 2013, du fonds Tié-Tié avec l'arrêt brutal des travaux. A cela s'ajoute l'annonce de la construction du nouveau marché central dont les travaux devaient débuter en avril dernier.

Hugues Prosper Mabonzo

VOIRIES URBAINES

La capitale économique transformée en un chantier

Le président du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, le maire de la ville Roland Bouiti-Viaudo, a visité le 28 mai les différents chantiers de voiries urbaines, de daleaux et d'ouvrages d'écoulement d'eaux lancés dans la ville océane et les projets à réaliser dans le district de Tchiamba-Nzassi

conseil départemental a adopté son budget à l'intérieur duquel, il y avait un programme d'investissement de l'année 2015, et qui a été validé par le préfet en mars 2015. En fin mars nous avons lancé des appels d'offres qui nous ont permis de sélectionner quelques entreprises pour réaliser les travaux retenus à notre budget ».



Roland Bouiti-Viaudo pendant la visite des chantiers «adiac»

Les ponténégrins qui se promènent dans la ville de Pointe-Noire, sont certainement étonnés de constater que la ville s'est transformée en un chantier qui ne dit pas son nom. Ce vaste chantier est l'œuvre du conseil départemental et municipal lancée depuis quelques temps pour la construction des voiries urbaines, des conduits d'eau de pluie en vue de soulager tant soit peu les peines des populations.

En effet, après le lancement desdits travaux dans toute la ville, Roland Bouiti-Viaudo accompagné des administrateurs maires des six arrondissements de Pointe-Noire et des conseillers a, au cours de cette visite guidée, touché du doigt l'ampleur de l'œuvre qui se réalise. Ces travaux, qui s'inscrivent dans le cadre du programme d'investissement de l'année 2015, ont servi au remblayage des avenues et ruelles, à la fabrication des daleaux, des ouvrages d'écoulement d'eaux et à la construction des caniveaux. « Au mois de février, le

Le district de Tchiamba-Nzassi a constitué la première étape de cette visite. La deuxième étape a concerné la route de Mbomongo au village Nzassi, à la frontière Congo-Cabinda.

La délégation a aussi visité l'étendue de 30ha achetée par le conseil, sur la route qui mène vers le village Kayo, afin de réaliser un projet agropastoral où les

jeunes devront apprendre l'agriculture. Très satisfait du travail qui se fait, Roland Bouiti-Viaudi, à l'issue de la tournée, s'est félicité de la bonne réalisation de ces projets. Il a rappelé que le conseil réalise ses travaux sur fonds propres. « Il ne s'agit pas d'un financement exceptionnel, mais des ressources que nous avons mobilisées au niveau de notre budget. C'est ce financement qui nous permet de réaliser ces projets », a insisté le président du conseil qui entend mettre les bouchées doubles pour terminer ces travaux dans les délais.

D'après l'orateur, il se réalise chaque soir des opérations de rechargement de routes. Tel est le cas de l'avenue de la République qui a été réhabilitée de bout en bout et dont les travaux sont achevés le 27 mai. Ce travail, a assuré Roland Bouiti-Viaudo, va se poursuivre jusqu'au Rond-point de la liberté.

Charlem Léa Legnoki

MARINE MARCHANDE

Les responsables de L'A.co.d.m présentés au ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou

Après la sortie officielle de l'association congolaise de droit maritime (A.co.d.m) le 23 mai dernier, les membres du comité de direction de la dite association ont été présentés le 28 mai au siège du Conseil congolais des chargeurs à Pointe-Noire à Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ministre délégué chargé de la Marine marchande et président d'honneur de la nouvelle structure.

En remerciant le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou d'avoir accepté d'accompagner l'action de l'association comme président d'honneur, le colonel Eric Dibas-Franck, président de l'A.co.d.m a présenté à l'autorité gouvernementale les membres du comité de direction avant de lui remettre les documents réglementaires à savoir l'acte constitutif, les statuts et le règlement intérieur. Pour Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, l'A.co.d.m doit apporter son expertise sur les questions maritimes au Congo. « La présence dans le comité de direction du directeur général de la Marine marchande est une bonne chose car c'est son administration qui est au cœur sur le plan administratif et technique de ces questions. Je me réjouis aussi de voir parmi les membres des juristes dont la contribution sera plus qu'efficace dans la compréhension et l'interprétation de certaines décisions juridiques. C'est une initiative que soutient le gouvernement qui sans cesse apporte son appui au développement

du Port autonome de Pointe-Noire, plaque tournante des activités maritimes », a dit le ministre.

Selon lui, l'A.co.d.m est arrivé à point nommé car elle sera de beaucoup pour élucider juridiquement et techniquement les questions du droit maritime. C'est un bon apport pour accompagner l'administration maritime, le port et toutes les structures dont l'activité y est liée. « Le Congo, membre de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC) et de l'Organisation maritime internationale (OMI) s'appête à célébrer les événements internationaux qui pointent déjà à l'horizon et participer aux grandes réunions internationales du secteur maritime. C'est le cas de la célébration de la journée mondiale des gens de mer, le 25 juin prochain. À cette même date, le point sera fait sur la question de la piraterie maritime après la réunion des chefs d'Etat à Yaoundé au Cameroun. La journée mondiale de la mer et la 29^{ème} assemblée générale de l'Organisation maritime internationale sont autant de rendez vous où nous devons être présents », a-t-il renchérit.

« Hormis les publications, l'A.co.d.m doit aussi créer des événements pour être visible et la journée mondiale des gens de mer est un bon prétexte pour sa visibilité en apportant son expertise sur les conflits inter états liés à la mer par exemple », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

PARTENARIAT

Bientôt un vol direct pour la ligne Congo-Liban

L'annonce a été faite lundi 25 mai dans un hôtel de la place à l'occasion d'une rencontre partenariale qui a réuni Ahmad El Hage et Jean Louis Osso respectivement directeur général de la société Trans Air Congo (TAC) et président du conseil d'administration de la compagnie Equatorial Congo Airline (ECAIR), avec d'autres agents évoluant dans ces sociétés et divers invités

Appréciant ainsi ce nouveau partenariat entre TAC et ECAIR pour l'aboutissement de ce projet, Ahmad El Hage a expliqué que le lancement officiel d'une ligne internationale directe, Brazzaville-Beyrouth, aura lieu le 2 juin prochain à partir de Brazzaville à l'aide d'un Boeing 757, un appareil fiable de la compagnie ECAIR, partenaire de TAC. « L'exploitation de la ligne Brazzaville-Beyrouth constitue une grande première pour

l'histoire aérienne entre le Congo et le Liban. Cet appareil va relier les deux capitales à raison de deux vols par semaine, celui-ci développera énormément les échanges économiques, touristiques et culturels entre les deux pays », a-t-il déclaré.

En effet Ahmad El Hage a aussi saisi cette occasion pour rappeler au public le souci premier de la compagnie TAC pour une meilleure amélioration des conditions de voyage des clients de cette compagnie. Il a d'ailleurs annoncé l'acquisition très bientôt par la flotte de la société TAC d'un nouvel airbus A319.

Pour sa part Jean Louis Osso, a indiqué que le partenariat entre les deux compagnies aériennes de droit congolais se base au terme d'une collaboration susceptible d'offrir aux voyageurs nationaux et étrangers

des prestations de service de qualité. « En effet ECAIR et TAC se sont mis ensemble pour satisfaire l'ensemble de leur clientèle pour des dessertes directes à partir de Brazzaville en direction de la capitale libanaise Beyrouth. Celles-ci seront effectuées dans un premier temps par un avion d'ECAIR, dont le public est sans ignorer les qualités des



Ahmad El Hage, Directeur Général de TAC

prestations des services », a-t-il signifié.

Pour terminer, l'orateur a rappelé la performance de l'aviation civile congolaise en vue d'une meilleure exécution de ce partenariat par les deux sociétés. « Ce qui est sûr, aujourd'hui l'aviation civile congolaise est en train de démontrer que grâce à ce partenariat les sociétés ECAIR et TAC peuvent aller plus loin par rapport aux pays frontaliers de la République du Congo. Les deux sociétés ont une desserte régionale, elles ont démontré leur capacité, leur compétence, leur savoir faire à desservir hors des frontières du Congo. ECAIR et TAC offrent donc à leurs passagers toutes les garanties de sécurité, de sûreté, de fiabilité qui rassurent l'ensemble des pays que ces sociétés desservent », a-t-il conclu.



Photo de famille de la rencontre

Le Groupe Les Célestes Gospel offre un concert de soutien aux orphelins du Sida

L'amphithéâtre Anders Hellgren de Sueco a abrité le 23 mai un concert pour soutenir les orphelins du Sida pris en charge par l'Association Halte Sida que dirige Célestine Bagniakana.

Ce concert dit d'amour, de paix et d'espoir a eu lieu en présence de Michel Antonelli, Directeur général de Congo Terminal et président du groupe Les Célestes Gospel. « C'est dans le cadre de notre soutien aux œuvres sociales que nous essayons d'apporter notre modeste aide à ce groupe que nous accompagnons comme nous le faisons aussi pour l'association Halte Sida » a dit Michel Antonelli.

Pendant près d'une heure et demie, les dix chanteuses et les quatre instrumentistes ont livré un récital de chants tirés des cantiques religieux mais aussi des tubes gospel nationaux et étrangers. Ces chants ont été exécutés par les chantres qui ont ébloui le public avec d'admirables chorégraphies. La prestation scénique a ravi l'assistance qui, à travers des applaudissements, a manifesté son adhésion à l'œuvre des Célestes Gospel. « Les enfants dont nous avons la charge au sein de l'association Halte Sida ont besoin de votre réconfort dans le cadre de leur soutien scolaire ou pour tout autre besoin vital. C'est ce que nous faisons à la rentrée scolaire, à Pâques, à Noël et à d'autres occasions. À travers votre aide, l'orphelinat Cœur Céleste fait vivre les orphelins avec l'appui de la Fondation Célestine Bagniakana. Après ce concert, d'autres



spectacles vont suivre, toujours dans le but de soutenir les orphelins » a dit Célestine Bagniakana.

Depuis 1992, l'association Halte Sida vient en aide à près de 600 enfants orphelins du sida vivant à Pointe-Noire en République du Congo.

Congo Terminal en lien avec Bolloré Africa Logistics Congo soutient cette association en lui apportant une aide matérielle au profit des orphelins du Sida.

ÉDUCATION CIVIQUE

La jeunesse de Tchiamba-Nzassi se dote d'un siège moderne

Antoinette Sassou N'Guesso, l'épouse du chef de l'État, a patronné le 28 mai la cérémonie de réception officielle de la Maison de la jeunesse et de la citoyenneté de cette localité dédiée à son nom. Cette cérémonie s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, du maire de Pointe-Noire et des autorités locales militaires et civiles



Antoinette Sassou N'Guesso coupant le ruban de mise en service de l'ouvrage./crédit «Adiac»

Dénoté « Villa Antoinette-Sassou-N'Guesso », cet ouvrage est le don du ministère des Hydrocarbures à la jeunesse de Tchiamba-Nzassi au travers la société Murphy selon les termes du contrat de partage du pétrole entre les deux entités. Il s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le gouvernement de construire des maisons de la jeunesse dans tous les départements pour favoriser l'encadrement réel des jeunes. Ce cadre d'écoute, d'orientation professionnelle et de formation des jeunes est aussi un univers d'épanouissement pour les jeunes de Tchiamba-Nzassi qui ont passé des périodes d'égarements d'après l'administrateur maire de Tchiamba-Nzassi, Camille Francis Tathy.

Ce dernier a, au nom de sa population et à son nom propre, souhaité la bienvenue à leur invitée d'honneur, Antoinette Sassou N'Guesso, et à toutes les personnalités

présentes à la cérémonie qui entrent dans l'histoire du district. « La population est satisfaite de voir aujourd'hui sortir de la terre l'édifice dont certaines personnes ne croyaient pas à sa réalisation. Comme nous le constatons, la beauté de cet ouvrage, son influence et son image comble nos attentes, fortifie notre espérance et constitue des indices probants de la modernité du pays. Cet édifice très attendu par la jeunesse est un espoir pour ces derniers, après des périodes d'égarements de cette même jeunesse. Ce cadre va favoriser les échanges et les contacts multiformes », s'est-il réjoui de voir Tchiamba-Nzassi bé-

néficer en premier d'un siège de donner et de recevoir dans le département de Pointe-Noire avant de rappeler que le 3 mai 2014 est la date de la pose de la première pierre de l'édifice.

Intervenant à son tour, Séraphin Mouendzi, représentant du DG de la société Murphy qui a financé l'ouvrage, a expliqué les caractéristiques techniques de l'ouvrage réalisé par l'entreprise de construction Oceana pour un coût d'environ 623 millions de francs FCA pour une durée d'une année. La Villa Antoinette-Sassou-N'Guesso est de type R+1. Long de 25m et large de 14m, elle est dotée d'un groupe élec-

trogène de 50 KVA, d'un forage d'une capacité de 20m3 pour l'alimentation en eau potable et d'un éclairage externe sur panneau solaire. L'édifice comprend un rez-de-chaussée, un hall d'entrée plus une salle d'attente, un bureau et une salle de cérémonie, une toilette interne et externe. À l'étage, une salle d'attente, une salle multimédia, quatre bureaux et un bureau de direction avec des toilettes et une terrasse.

À son tour, le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Antoine Colinet Makosso, a indiqué que cette dénomination des maisons de la jeunesse en Villa Antoinette-Sassou-N'Guesso traduit leur reconnaissance des actes humanitaires que réalise la première dame en faveur de la jeunesse congolaise. « C'est à Sibiti que le ministre Raphaël Louemba et moi vous nous surprenions en attribuant désormais votre nom à toutes les maisons de la jeunesse et de la citoyenneté que construira le gouvernement en reconnaissance de ce que vous n'avez cessé de faire en faveur de la jeunesse congolaise pour que les générations actuelles ainsi que celles d'avenir se souviennent de vos œuvres », a-t-il poursuivi. D'après lui, la création de Congo Assistance, une organisation à caractère humanitaire reconnue par l'ONU, est l'un des

indices de cette générosité.

Un autre patrimoine offert par Antoinette Sassou N'Guesso au Congo, aux enfants du monde entier et à l'humanité, c'est l'ensemble des instruments internationaux sortant la drépanocytose de l'anonymat et la reconnaissant comme problème de santé publique. C'est ainsi qu'en s'adressant au parlementaires présent à la cérémonie, le ministre de la jeunesse a annoncé le projet de faire adopter à l'assemblée nationale une loi portant création des trésors vivants de la Nation. « Ce trésor fait référence aux personnes désignées comme des gardiennes des biens culturels incorporels important, des personnes qui se distinguent par leur intégrité, leurs bon sens et leur désir de rendre service... », a-t-il ajouté.

Antoinette Sassou N'Guesso a, quant à elle, remercié les ministres des Hydrocarbures et de la Jeunesse pour la reconnaissance de ces actions en faveur de la Nation et a demandé à la jeunesse de tirer profit de ce cadre qui leur a été offert. « Ce cadre est un lieu de cohésion. C'est un lieu de rencontre où les jeunes doivent se rencontrer de temps en temps pour discuter des questions liées à leurs intérêts et à l'éducation civique », a dit l'épouse du chef de l'État.

Charlem Léa Legnoki

SANTÉ

Clôture de la formation des soignants en gérontologie

Débutée Jeudi 27 mai et organisée par l'Association d'aides et de soins à domicile pour personnes âgées du Congo (AASDPAC), la dite formation s'est achevée vendredi 29 mai dans l'une des structures scolaires de la ville océane.

En effet cette formation visait plusieurs objectifs notamment, comprendre le fonctionnement de l'AASDPAC et ses activités (SSIAD, SAAD) en vue de renforcer les connaissances des participants sur l'utilisation du matériel et des différents protocoles applicables à domicile, le renforcement des connaissances des futurs membres actifs intervenants à domicile sur le vieillissement et ses pathologies, l'acquisition du savoir-faire sur les techniques de base de nursing et de massage, l'acquisition du savoir-faire sur la gestion des déchets produits à domicile.

Ainsi pendant trois journées les participants ont été édifiés sur divers modules et thématiques comme l'accompagnement d'une personne dans les activités de la vie quotidienne, la transmission des informations, l'état clinique d'une personne, la relation-communication, les soins et ergonomie, l'hygiène des locaux hospitaliers, l'organisation du travail, la présentation de l'AASDPAC, son code de déontologie et la charte de la personne âgée, la compétence à l'utilisation du matériel médical (tensiomètre, pèse personne, oxymètre, bandelette urinaire, appareil à glycémie, thermomètre), la réalisation des soins selon le type de dépendance, tout en se protégeant le dos, la rééducation selon les types d'hémiplégies, les facteurs de risque des TMS et autres.

Expliquant pour leur part l'importance de cette formation, Mono Jules Mexan et Ngouedi Ida Lidwine, deux participants ont reconnu que cette formation a permis à la fois de mieux s'adapter à plusieurs techniques de soins à domicile pour personnes âgées, elle nous a servi aussi d'échange d'expériences en la matière. « La prise en charge des personnes âgées est un domaine qui n'est pas encore assez développé en République du Congo, nous saisissons ainsi cette occasion qui nous est offerte par l'association AASDPAC pour mieux se former et d'assister dans les bonnes conditions les retraités ou d'autres personnes âgées du Congo », ont-ils déclaré. Rappelons que cette formation a été rendue possible grâce à l'intervention de divers formateurs et sachants à savoir Auguste Valairy Loko, président de l'AASDPAC, étudiant en master 2 expertise en gérontologie à l'université Pierre Marie Curie Paris 6, Sorbonne, auditeur master 2 développement durable et qualité globale au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) Paris 3 et autres.

Faustin Akono

1^{ERS} JEUX AFRICAINS

Brazzaville, haut lieu de l'Afrique pendant une semaine

La réussite des Premiers Jeux africains de 1965 dépend indéniablement du dynamisme du comité d'organisation conduit par son président Claude Ernest Ndalla, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, et de Jean-Claude Ganga, secrétaire général dudit comité.

Éclatés en commissions et en sous commissions, plusieurs autres Congolais et experts étrangers ont œuvré pour la réussite des Premiers Jeux africains. Cinquante ans plus tard et à quatre mois de l'ouverture des onzièmes Jeux africains à Brazzaville, le message de son secrétaire général au lendemain des jeux est plus qu'évocateur tout comme la prouesse réussit par les autres membres dudit comité. Peu de capitales africaines peuvent s'enorgueillir d'un passé aussi prestigieux que celui de Brazzaville dont le nom évoque à la fois de grandes figures entrées vivantes dans la légende et des événements qui ont marqué l'histoire du continent.

À ses nombreux titres de gloire s'ajoute désormais celui d'avoir osé réunir dans ses murs près de 3000 athlètes et officiels venus du 18 au 25 juillet de tous les horizons de l'Afrique et du monde affirmer leur conviction que le temps était venu pour le sport africain de manifester son dynamisme et sa valeur. Une fois encore, Brazzaville fut ainsi un pôle d'attraction vers lequel convergea,

pendant cette semaine, l'attention du monde sportif. elle fut à la hauteur de sa réputation et fit admirer à ses visiteurs, ses palais, ses édifices publics, ses squares et surtout son nouveau stade, parés pour la circonstance des drapeaux et des bannières des pays participants, aux représentants desquels elle offrit une démonstration éclatante de sa légendaire hospitalité.

Nul d'entre ses hôtes n'est près d'oublier la chaleur de l'accueil qui leur fut fait par une population en liesse. Et tous conserveront certes longtemps le souvenir du bal de clôture. Vêtues des couleurs or et noir du pagne des Jeux, ils dansèrent au rythme frénétique de l'orchestre de l'Union des musiciens congolais la « Danse des bouchers ». Une fois encore Brazzaville témoigna de sa volonté de rester une capitale d'avant-garde en plaçant « ses » Jeux sous le signe de la Révolution et de l'Unité africaine.

« Rien que l'Afrique mais toute l'Afrique » aurait pu dire le secrétaire général de l'OUA qui fut son hôte d'honneur et qui assista, confiant dans ses destinées, à l'esprit pris par le sport africain le 18 juillet 1965, sur les rives du Congo, à Brazzaville la verte », a dit Jean Claude Ganga.

Le comité d'organisation des Premiers Jeux africains

Claude Ernest Ndalla a été le président et Jean Claude Ganga, le

secrétaire général. Les secrétaires généraux adjoints, Raoul Okoumou et Samuel Malonga; les conseillers techniques, Gérard Dormann et Helmi Tewfik; le secrétaire administratif, Daniel Filankembo.

Les présidents des différentes commissions ont été : 1- Accueil et hébergement : président Nestor Kolela ; 2- Technique et des terrains : Daniel Ovaga ; 3- Presse : Emile Oboa ; 4- Finances : Emmanuel Ndebéka. Sous ces commissions, étaient placées des sous commissions. accueil : Marie-Alphonse Makoubili, hébergement : Albert Bakantsi, nourriture : Georges Bely, transports : Oscar Seypenith, cérémonies : André Boulhoud, Service d'ordre : André Kitadi (1). Règlements : Roland Lolliot, équipement : Albert Bakantsi, médicale : Dr Benoit Loembé, sportives : athlétisme : Pascal Mouassiposo, basket : Nicaise Samba, boxe : Simon Goma-Débat, cyclisme : Jean Lowet, F. Massamba, football : Gilbert Mankoundia, hand ball : H. Bouillot, R. Sollans, Judo : Dominique Mpassi, natation : André Saulnier, Tennis : Remy Pommeraud, volleyball : Saturnin Okabé (2) ; Radio-Télévision : Jean Malonga, Propagande : Clément Massengo, Information : Vincent Massengo (3). Membres commission finances : Jérôme Bondombou, Bernard Bouiti, Hilaire Bounsana, Corentin Kouangha, François Macosso, Mathia Mavounia, André Milongo, Lambert Ngilibali.

Hervé Brice Mampouya

FIFA

Quatre ans de plus pour Sepp Blatter

Le retrait de son challenger, le Prince Ali bin Al-Husseïn, avant le deuxième tour du scrutin a facilité la réélection de Joseph Sepp Blatter pour un cinquième mandat de quatre ans à la tête de la Fédération internationale de football association (FIFA).

Et ce, en dépit du scandale de corruption affectant l'instance gestionnaire du football mondial ayant entraîné, mercredi dernier, l'arrestation de sept membres de l'organisation.

Mais le 29 mai, quelques membres de l'association ont réussi à faire passer leur message au changement. Car, c'est pour la première fois que le Suisse en poste depuis 1988 n'a pas eu le nombre de voix nécessaires pour passer dès le premier tour. Sur les 206 votants, 133 lui ont renouvelé la confiance contre 73 pour le Prince Ali. Le tour décisif a été le moment choisi par le Prince jordanien qui bénéficiait du soutien de l'UEFA pour jeter l'éponge. Un acte que Sepp Blatter n'a pas manqué de commenter, sur fond d'hommage : « *J'aimerais exprimer ma gratitude au Prince Ali parce que c'est un compétiteur. Il a obtenu un excellent résultat et ce n'était pas facile pour lui de se retirer. Il aurait pu continuer. C'est tout à son honneur* ».

Critiqué par certaines fédérations et la presse occidentale, Joseph Sepp Blatter, a déclaré, le 29 mai après son élection : « *J'aime mon travail... J'aime être avec vous. Je ne suis pas parfait, personne ne l'est, mais je sais que nous ferons du bon travail.* »

Réélu jusqu'en 2019, lors du 65^e congrès de la FIFA, Sepp Blatter, âgé de 79 ans, s'est engagé à ramener ce navire à bon port en vue de donner à son successeur une FIFA plus forte.

James Golden Eloué

DIPLOMATIE

Entre les Etats-Unis et Cuba, le mur est tombé

Après des décennies de tensions héritées de la Guerre froide, les Etats-Unis et Cuba ont engagé depuis peu un rapprochement spectaculaire. Les deux pays ont promis le rétablissement de leurs relations diplomatiques et une plus grande coopération économique. Le 30 mai, Washington a décidé de retirer la Havane de la liste noire des pays qui soutiennent le terrorisme.

« *Le secrétaire d'Etat (John Kerry) a pris la décision finale d'abroger la désignation de Cuba comme un Etat soutenant le terrorisme, de manière effective aujourd'hui le 29 mai 2015* », a annoncé l'administration américaine.

Cette décision, attendue depuis que le président Barack Obama s'y était dit favorable au mois d'avril, marque un tournant dans le rapprochement entre les Etats-Unis et Cuba. C'est une étape qui ouvre la voie à un échange prochain d'ambassadeurs entre les deux pays, perspective inimaginable il y a plusieurs mois.

Peu avant, le président cubain Raul Castro avait clairement indiqué que dès que cette accusation serait levée, des ambassadeurs pourraient être nommés dans les deux capitales.

Cuba figurait sur cette liste noire depuis 1982, aux côtés de la Syrie, du Soudan et de l'Iran. L'administration Reagan l'y avait placée pour le soutien de la Havane à l'organisation séparatiste basque, ETA.

Des personnalités politiques de l'UE sur une liste noire

Pendant que les Etats-Unis décident de retirer Cuba de la liste noire, la Russie, une autre grande puissance ouvre la sienne contre les membres de l'Union Européenne.

En effet, Moscou a émis une liste de 89 hommes ou femmes politiques qui sont aujourd'hui indésirables sur le sol Russe. Cette liste a été communiquée le 29 mai



Les drapeaux des deux États

aux ambassades occidentales à Moscou. Cette situation est une nouvelle conséquence de la crise en Ukraine et des tensions entre la Russie et l'Europe sur ce sujet.

C'est le premier ministre néerlandais, Mark Rutte qui a révélé que Moscou a dressé une liste de personnalités politiques européennes en réaction aux sanctions et interdictions d'entrée sur le territoire européen prononcées à l'endroit de la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée, en mars 2014, et pour son rôle dans la crise ukrainienne. Au total, 89 personnalités politiques européennes figurent sur la liste selon Bruxelles.

L'ambassadeur russe auprès de l'UE, Vladimir Tchijov, a confirmé l'existence de cette liste, tout en précisant qu'il ne s'agissait « *pas de dirigeants ou de hauts res-*

ponsables des pays ». « *Une telle liste existe vraiment. Et personne n'y a été placé par hasard* », a-t-il déclaré.

Une porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne a déclaré que la Russie avait refoulé plusieurs responsables

politiques européens ces derniers mois, mais avait jusqu'à présent refusé de communiquer la liste des personnes visées.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a demandé à la Russie de rendre la liste publique. « *L'Union européenne et le gouvernement allemand sont en contact étroit avec la Russie et exigent la transparence. Les personnes qui figurent sur cette liste doivent immédiatement le savoir. Elles ont le droit de connaître les raisons de leur interdiction d'entrée en territoire russe et de déposer des recours* », a-t-il souligné.

Le Premier ministre belge, Charles Michel et son ministre des Affaires étrangères Didier Reynders ont quant à eux demandé aux autorités russes de revoir cette interdiction.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Sur les tensions qui agitent la planète foot

L'une des pires dérives de l'époque où nous vivons est l'absence totale de contrôle qui permet à des organisations qui se prétendent honnêtes d'agir comme bon leur semble sans rendre de comptes à quiconque. Vraie pour la planète foot, qui vient de reconduire, pour un cinquième mandat, Sepp Blatter en dépit des soupçons de corruption et de détournement de fonds qui pèsent sur lui, cette remarque l'est tout autant, sinon même plus, pour la plupart des organisations non gouvernementales qui prétendent défendre les droits de l'homme et la bonne gouvernance, qui se posent du même coup en censeur des États, qui surfent sur les médias pour mieux se faire entendre, mais qui élèvent toutes sortes de barrières afin de se protéger elles-mêmes des regards extérieurs.

À la base d'une dérive qui ne cesse de s'aggraver au fil des ans se trouve le fait que la communauté internationale ne dispose pas des moyens nécessaires pour mettre de l'ordre dans cette jungle. Aussi prolifères en

paroles qu'inefficaces en actions, les institutions rattachées plus ou moins aux Nations unies évitent soigneusement de demander des comptes aux organisations de toute nature qui prolifèrent à l'échelle mondiale dans les domaines les plus divers. Non seulement elles font semblant de ne rien voir d'anormal dans la gestion interne de ces entités, mais encore elles appuient directement ou indirectement les actions que celles-ci entreprennent sur les cinq continents sans jamais se préoccuper de demander des comptes.

La preuve nous en a été donnée vendredi lorsque la très puissante Fédération internationale de Football, la Fifa, a réélu Sepp Blatter à sa tête alors même que les soupçons de corruption s'accumulent contre lui et ses collaborateurs, que personne n'ignore sa responsabilité dans les dérives financières de l'institution, que les sponsors eux-mêmes – entendez par ce terme les grandes entreprises qui financent les activités de la Fifa en échange d'une forte visibilité dans les stades – com-

encent à prendre leurs distances avec l'institution. Aussi sûr de lui que certain de n'être pas inquiet, le Suisse a franchi le pas décisif de son élection sans la moindre difficulté, exactement comme s'il n'avait commis aucune faute et savait que le jeu était joué par avance.

S'il a réussi une nouvelle fois ce coup, c'est d'abord et avant tout parce qu'il a constitué autour de lui un groupe de personnalités venues d'horizons très divers qui risquaient de tout perdre s'il n'était pas réélu. L'argent étant de façon très évidente au cœur de cette opération – il suffit pour s'en convaincre d'écouter ce que disent les quelques opposants qui osent s'exprimer à ce propos dans la presse internationale – Sepp Blatter a sans le moindre complexe surfé sur une vague qui ne cesse d'enfler à l'échelle internationale : celle de la corruption.

Il est probable, cependant, que cette victoire sera une victoire à la Pyrrhus, du nom de ce roi d'Épire qui défit les Romains en l'an 280 avant

Jésus-Christ au prix de pertes irréparables pour ses propres forces. Les scandales qui s'accumulent autour de la Fifa sont tels, en effet, que la communauté internationale va devoir ouvrir rapidement les yeux pour regarder enfin la vérité en face. Et l'homme par qui le scandale arrive verra sans doute ses alliés les plus sûrs se détourner courageusement de lui.

Tout le problème aujourd'hui est de savoir si ce qui arrive à la Fifa conduira la communauté internationale à regarder de près ce qui se passe dans toutes les organisations non gouvernementales, à contrôler l'origine de leurs financements, à rechercher qui se dissimule derrière elles et dans quels buts, à remonter les filières qu'elles utilisent sur le terrain pour agir. La Russie et la Chine, qui ont commencé ce travail, ne devraient pas rester longtemps seules, isolées, dans l'indispensable remise à plat des finances de ces ONG qui abritent leurs activités plus que douteuses derrière une posture vertueuse.

Jean-Paul Pigasse